

# Cadre des indicateurs de base du FIDA

Division de la politique opérationnelle et des résultats

Juillet 2023

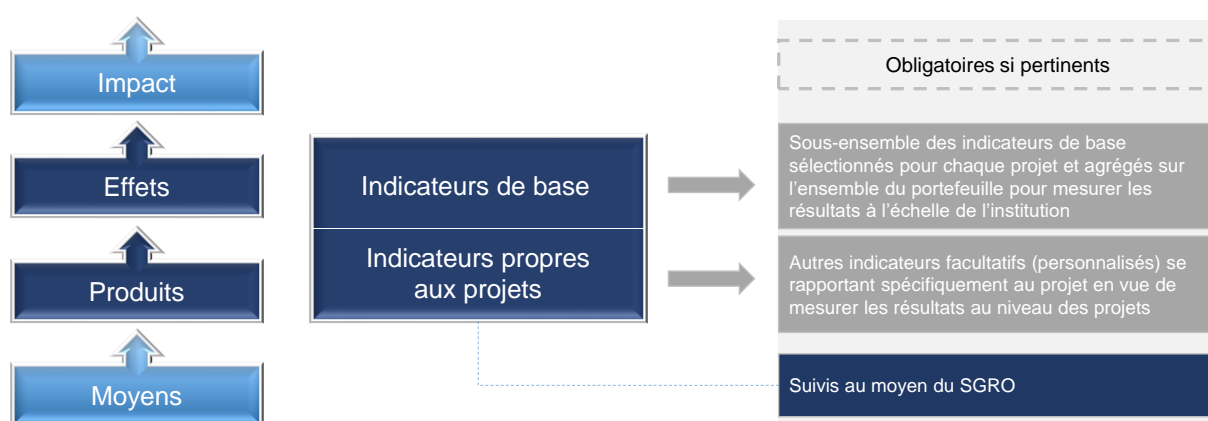
## Table des Matières

I. Introduction.....	2
II. Principales caractéristiques des indicateurs de base.....	3
III. Portée: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données.....	16
IV. Objectif stratégique no 1: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données .....	20
Indicateurs de produit .....	20
Indicateurs d'effet .....	30
V. Objectif stratégique no 2: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données .....	43
Indicateurs de produit .....	43
Indicateurs d'effet .....	47
VI. Objectif stratégique no 3: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données .....	54
Indicateurs de produit .....	54
Indicateurs d'effet .....	58
VII. Indicateurs transversaux: définitions, méthodes de mesure et sources des données.....	62
Indicateurs relatifs aux politiques.....	62
Retour d'information des parties prenantes .....	63
Autonomisation .....	66
VIII. Indicateurs de l'ASAP .....	71

## I. Introduction

Le cadre des indicateurs de base est le principal mécanisme auquel le FIDA a recours pour mesurer et communiquer les résultats obtenus par chaque projet au niveau des produits et des effets. Ce cadre a été élaboré en 2017 pour remplacer le Système de gestion des résultats et de l'impact, un mécanisme instauré en 2003 et qui constituait le principal outil sur lequel s'appuyait le FIDA pour évaluer et communiquer les résultats obtenus par chaque projet au niveau des produits, des effets et de l'impact. Il offre une image instantanée simplifiée des principaux produits et effets obtenus dans le sillage des activités appuyées par le FIDA. Le cadre des indicateurs de base se compose de 46 indicateurs: 3 indicateurs de portée, 20 indicateurs de produit et 23 indicateurs d'effet. Ils sont étroitement alignés sur les objectifs stratégiques et les domaines d'intérêt thématique du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et ont été mis en concordance avec les objectifs de développement durable définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'un des principaux avantages des indicateurs de base est qu'ils peuvent être aisément incorporés dans les cadres logiques et agrégés sur l'ensemble des projets et des pays de manière à simplifier la communication des résultats dans les rapports institutionnels. Les indicateurs de base sont obligatoires dès lors qu'ils sont pertinents pour la théorie du changement du projet, et peuvent être accompagnés d'indicateurs propres aux projets. Les résultats des projets financés par le FIDA sont analysés dans le temps au moyen des indicateurs de base inclus dans leurs cadres logiques et sont repris dans le Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO). Les résultats font l'objet d'un suivi tout au long du cycle de vie des projets et sont agrégés de manière à offrir un aperçu instantané des résultats du FIDA à tout moment donné. De ce fait, les indicateurs de base permettent de respecter les obligations strictes en matière de responsabilité et de communication des résultats envers les parties prenantes et le grand public, mais également de rendre compte de la contribution du FIDA à la réalisation des objectifs de développement durable et de leurs cibles.

**Figure 1: Les indicateurs de base dans la chaîne des résultats**



## II. Principales caractéristiques des indicateurs de base

**Indicateurs de base.** Les indicateurs de base sont en accord avec les objectifs de développement durable définis dans le Programme 2030. Ils sont étroitement alignés sur les objectifs stratégiques et les domaines d'intérêt thématique de l'actuel Cadre stratégique du FIDA, et mesurent les produits et les effets les plus courants des opérations du FIDA.

**Intégration dans les systèmes de suivi-évaluation.** Les indicateurs de base sont intégrés dans les cadres logiques dès la phase de conception du projet et figurent, par conséquent, dans le système de suivi-évaluation du projet. Ils sont sélectionnés en fonction du ou des principaux domaines d'intérêt thématique du projet, et selon les interventions prévues. Exception faite des cinq indicateurs de base obligatoires, qui doivent figurer dans le cadre logique de tous les projets, les indicateurs de base ne sont obligatoires que lorsqu'ils présentent un intérêt au regard de la théorie du changement des projets, c'est-à-dire lorsque les résultats à atteindre dans le cadre du projet correspondent à au moins un indicateur de base. Les indicateurs de base n'ont pas vocation à rendre compte de la richesse et de l'étendue des opérations du FIDA, et devraient être complétés par des indicateurs propres au projet<sup>1</sup>.

**Données de référence et définition des cibles.** Pour déterminer (ou estimer) les valeurs de référence et les cibles à atteindre à mi-parcours et à l'achèvement pour chaque indicateur, on s'appuie sur la description détaillée du projet, ainsi que sur l'analyse économique et financière réalisée lors de la phase de conception. La définition des cibles à atteindre à mi-parcours et à l'achèvement doit obligatoirement être réalisée à l'étape de la conception. Les valeurs de référence doivent également être arrêtées lors de la conception, même s'il s'agit de valeurs estimatives. Celles-ci seront ajustées selon les résultats de l'enquête de référence initiale à réaliser une fois le projet approuvé.

**Fréquence des rapports.** Les résultats correspondant aux indicateurs de base relatifs aux produits (et aux autres indicateurs de produit figurant dans le cadre logique) doivent être communiqués au moins une fois par an, au moment des missions de supervision. Les résultats correspondant aux indicateurs de base relatifs aux effets sont obtenus au moyen d'enquêtes réalisées à trois moments charnières de l'exécution du projet: au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Une méthode spécifique, propre au FIDA, a été élaborée pour les besoins de ces enquêtes; elle est décrite dans les Directives pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets<sup>2</sup>. Les résultats obtenus pour les indicateurs de base relatifs aux produits et aux effets sont consignés dans le SGRO.

**Rapports institutionnels et agrégation des résultats.** Les résultats mesurés au moyen des indicateurs de base sont agrégés au niveau de l'ensemble des projets et des pays afin de respecter

---

<sup>1</sup> Les indicateurs propres aux projets sont destinés à mesurer des résultats spécifiques qui risquent de ne pas être correctement pris en compte dans les indicateurs de base. En effet, les indicateurs de base n'ont pas vocation à refléter la diversité des opérations du FIDA. Les indicateurs propres aux projets peuvent être des indicateurs de produit, d'effet ou d'impact selon les caractéristiques du projet.

<sup>2</sup> Les [Directives pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets](#) présentent la méthode obligatoire élaborée par le FIDA pour la collecte périodique de données fiables sur les IB relatifs aux effets, aux trois stades du projet – démarrage, mi-parcours et achèvement. Ces directives expliquent, étape par étape, comment planifier, concevoir, conduire et analyser les enquêtes sur les indicateurs de base relatifs aux effets au cours du cycle de vie du projet et visent à mesurer, au moyen d'enquêtes ad hoc, les changements **attribuables** [au projet] à l'aide des indicateurs de base relatifs aux effets.

les obligations en matière de responsabilité et de communication des résultats envers les parties prenantes et le grand public. Ils permettent notamment de rendre compte de la contribution du FIDA à la réalisation des objectifs de développement durable et de leurs cibles. Il s'agit notamment d'informer les organes directeurs du FIDA des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés dans le cadre de gestion des résultats (CGR) du Fonds, présenté chaque année dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement. La consignation des résultats obtenus pour les indicateurs de base est effectuée pour chaque projet via le SGRO<sup>3</sup>.

**Définitions solides et uniformisées.** Chaque indicateur est assorti d'une définition solide et uniformisée, d'une description de la source de données préconisée, de méthodes de collecte de données, ainsi que de dimensions de ventilation qui lui sont propres. Cette structure permet de garantir une agrégation homogène des résultats sur l'ensemble du portefeuille et de l'utilisation d'une méthode unique pour mesurer les données, quels que soient le projet, le pays et la division régionale. Enfin, elle permet de réduire le risque de double comptage des bénéficiaires. En ce qui concerne l'indicateur de portée, la définition a été précisée afin de limiter tout risque de confusion sur la manière dont l'unité du ménage est utilisée pour calculer le nombre total de personnes touchées.

**Ventilation des données.** Chaque indicateur de base est assorti d'un ensemble de multiplicateurs spécifiques. S'agissant des indicateurs de base portant sur les personnes, il est obligatoire de présenter les résultats ventilés en fonction: du sexe, de la tranche d'âge (jeunes et non-jeunes), et, si cela est pertinent, de l'appartenance à un peuple autochtone (par exemple lorsque celui-ci fait partie des groupes cibles spécifiques du projet). Les multiplicateurs du SGRO font pendant aux exigences en matière de ventilation qui s'appliquent à chaque indicateur de base.

**Thématiques transversales<sup>4</sup>.** Conformément à certains engagements institutionnels, des indicateurs de base spécifiques doivent être inclus dans les projets. Il s'agit des indicateurs de bases liés aux quatre thématiques transversales: genre, nutrition, jeunes, et adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets. Leurs résultats doivent figurer dans les rapports institutionnels du FIDA. Les indicateurs de base et les dimensions de ventilation requis sont intégrés aux cadres logiques des projets au cours de la phase de conception du projet.

Le tableau 1 ci-après présente la liste exhaustive des indicateurs de base établis par le FIDA. Le tableau 2 détaille les prescriptions en matière d'intégration et de ventilation de ces indicateurs pour tous les projets financés par le FIDA.

---

<sup>3</sup> Les indicateurs inclus dans le Cadre de gestion des résultats de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) (qui couvre les années 2020, 2021 et 2022) ont été signalés dans le SGRO et sont énumérés dans le tableau «Présentation des indicateurs de base».

<sup>4</sup> Sources: document consacré aux thématiques transversales pour FIDA12, et annexes VI et VII des directives du FIDA pour la conception des projets (<https://xdesk.ifad.org/sites/opsmanual/index#/investmentprojects/design>).

Tableau 1. Présentation des indicateurs de base

Domaines d'intérêt thématique	Indicateurs de produit	Indicateurs d'effet
	Intitulé	Intitulé
Portée	IB 1: Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet IB 1.a: Nombre correspondant de ménages touchés IB 1.b: Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages	
Objectif stratégique n° 1: Renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres		
Accès aux ressources naturelles	IB 1.1.1: Nombre de bénéficiaires ayant un meilleur accès sécurisé à la terre <sup>5</sup>	IB 1.2.1: Ménages déclarant un meilleur accès à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins de production
Accès aux technologies agricoles et aux services de production	IB 1.1.2: Terres agricoles dotées d'infrastructures liées à l'eau nouvellement construites ou remises en état (CGR de FIDA11)	IB 1.2.3: Ménages déclarant une pénurie d'eau réduite par rapport aux besoins de production
	IB 1.1.3: Producteurs ruraux ayant accès à des intrants de production ou à des modules technologiques IB 1.1.4: Personnes formées aux pratiques ou aux technologies de production (CGR de FIDA11)	IB 1.2.2: Ménages déclarant avoir adopté des technologies, des pratiques ou des intrants nouveaux ou améliorés IB 1.2.4: Ménages déclarant une augmentation de la production
Services financiers inclusifs	IB 1.1.5: Personnes vivant dans des zones rurales ayant accès à des services financiers (épargne, crédit, assurance, envois de fonds, etc.) (CGR de FIDA11)	IB 1.2.5: Ménages déclarant utiliser des services financiers ruraux IB 1.2.6: Prestataires de services financiers partenaires disposant d'un portefeuille à risque ≥ 30 jours inférieur à 5% IB 1.2.7: Prestataires de services financiers partenaires ayant une autonomie opérationnelle supérieure à 100%
	IB 1.1.6: Prestataires de services financiers bénéficiant d'un appui pour déployer des stratégies de sensibilisation ou fournir des produits et services financiers dans les zones rurales IB 1.1.7: Personnes en milieu rural ayant reçu une formation d'initiation aux questions financières ou à l'utilisation de produits et services financiers	

<sup>5</sup> Dans IFAD11, IB 1.1.1 a été formulé comme suit « Nombre de personnes dont les droits de propriété ou d'usage de ressources naturelles ont été enregistrés dans les cadastres nationaux et/ou systèmes de gestion des informations géographiques »

<b>Nutrition</b>	IB 1.1.8: Ménages ayant reçu un appui ciblé pour améliorer leur nutrition (CGR de FIDA11)	IB 1.2.8: Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (CGR de FIDA11) IB 1.2.9: Ménages ayant amélioré leurs connaissances, attitudes et pratiques liées à la nutrition
<b>Objectif stratégique n° 2: Accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché</b>		
<b>Diversification des entreprises rurales et des possibilités d'emploi</b>	IB 2.1.1: Entreprises rurales ayant accès à des services de développement commercial (CGR de FIDA11) IB 2.1.2: Nombre de personnes formées à des activités génératrices de revenus ou à la gestion d'entreprise (CGR de FIDA11)	IB 2.2.1: Personnes ayant de nouveaux emplois / opportunités d'emploi <sup>6</sup> IB 2.2.2: Entreprises rurales soutenues signalant une augmentation de leurs bénéfices
<b>Organisations de producteurs ruraux</b>	IB 2.1.3: Organisations de producteurs ruraux ayant bénéficié d'un appui IB 2.1.4: Producteurs ruraux ayant bénéficié d'un appui qui appartiennent à une organisation de producteurs (CGR de FIDA11)	IB 2.2.3: Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats, des accords ou des contrats officiels avec des entités publiques ou privées IB 2.2.4: Organisations de producteurs ruraux appuyées, fournissant des services nouveaux ou améliorés IB 2.2.5: Organisations de producteurs ruraux faisant état d'une augmentation des ventes
<b>Infrastructures rurales</b>	IB 2.1.5: Routes construites, remises en état ou modernisées (CGR de FIDA11) IB 2.1.6: Installations de commercialisation, de transformation ou de stockage construites ou remises en état	IB 2.2.6: Ménages déclarant un meilleur accès physique aux installations de commercialisation, de transformation et de stockage

<sup>6</sup> Dans IFAD11, IB 1.1.1 a été formulé comme suit « Emplois créés ».

<b>Objectif stratégique n° 3: Renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales pauvres</b>		
<b>Viabilité environnementale et changement climatique</b>	<p>IB 3.1.1: Groupes bénéficiant d'un appui pour gérer de manière durable les ressources naturelles et les risques climatiques (CGR de FIDA11)</p> <p>IB 3.1.2: Personnes bénéficiant de services d'information sur le climat</p> <p>IB 3.1.3: Personnes ayant accès à des technologies contribuant à la fixation du carbone ou à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (CGR de FIDA11)</p> <p>IB 3.1.4: Terres exploitées selon des pratiques favorisant la résilience face aux aléas climatiques (CGR de FIDA11)</p>	<p>IB 3.2.1: Tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (tCO2e) évitées et/ou séquestrées</p> <p>IB 3.2.2: Ménages déclarant avoir adopté des technologies et des pratiques écologiquement durables et résilientes face aux changements climatiques (CGR de FIDA11)</p> <p>IB 3.2.3: Ménages déclarant une réduction significative du temps passé à collecter de l'eau ou du combustible</p> <p>IB 3.2.4: Amélioration de la biodiversité au niveau des écosystèmes</p>
<b>Thématiques transversales</b>		
<b>Politiques</b>	<p>Politique 1: Supports de connaissances relatifs aux politiques ayant été élaborés</p> <p>Politique 2: Plateformes multipartites en service bénéficiant d'un appui</p>	Politique 3: Lois, réglementations, politiques ou stratégies existantes ou nouvelles soumises aux décideurs pour approbation, ratification ou modification
<b>Autonomisation</b>		IE 2.1: Personnes présentant une amélioration de l'autonomisation
<b>Retour d'information des parties prenantes</b>		<p>SF 2.1: Ménages satisfaits des services appuyés par le projet</p> <p>SF 2.2: Ménages déclarant pouvoir influencer la prise de décisions des autorités locales et des prestataires de services appuyés par le projet<sup>7</sup></p>

<sup>7</sup> Pour les projets créés à compter du deuxième trimestre 2020, le SGRO alimentera automatiquement le cadre logique avec les données des deux indicateurs se rapportant aux retour d'information des parties prenantes, qui seront intégrés à une composante spécifique se rapportant aux effets intitulée «Retour d'information des parties prenantes»



### Indicateurs propres au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)

ASAP: Membres de ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets des changements climatiques

ASAP: Terres exploitées selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques

ASAP: Ménages disposant d'un meilleur accès à l'eau ou témoignant d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau

ASAP: Installations de production et de transformation disposant d'un meilleur accès à l'eau et témoignant d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau

ASAP: Infrastructures rurales nouvelles ou existantes protégées contre les phénomènes climatiques (en milliers d'USD/km)

ASAP: Personnes ayant participé à des activités de gestion des ressources naturelles et des risques climatiques

ASAP: Groupes locaux ayant participé à des activités de gestion des ressources naturelles et des risques climatiques

ASAP: Concertations nationales et internationales sur le climat ayant bénéficié d'un appui

ASAP: Tonnes de gaz à effet de serre (tonnes éq. CO<sub>2</sub>) dont l'émission a été évitée ou de carbone fixé<sup>8</sup>

<sup>8</sup> Indicateur ajouté au SGRO en juillet 2021.

Tableau 2. Prescriptions en matière de communication des résultats applicables à tous les projets financés par le FIDA

Type de projet	INDICATEURS DE BASE RELATIFS À LA PORTÉE	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX PRODUITS	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX EFFETS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tous les projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>IB 1:</b> Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes recevant des services<sup>9</sup></li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes<sup>10</sup></li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul> </li> <li>▪ <b>IB 1.a:</b> Nombre correspondant de ménages touchés</li> <li>▪ <b>IB 1.b:</b> Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Pour tous les indicateurs de base portant sur des personnes:</b> <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes recevant des services<sup>11</sup></li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes<sup>12</sup></li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Pour tous les indicateurs de base portant sur les ménages:</b> <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de ménages</li> <li>- Proportion de ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage</li> </ul> </li> <li><b>Retour d'information des parties prenantes<sup>13</sup>:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>SF 2.1:</b> Ménages satisfaits des services appuyés par le projet</li> </ul> </li> <li><b>ET</b></li> <li>▪ <b>SF 2.2:</b> Ménages déclarant pouvoir influencer la prise de décisions des autorités locales et des prestataires de services appuyés par le projet</li> </ul>
<p><b>Projets porteurs de transformations en matière de genre</b> <i>Au moins 35% des projets approuvés durant FIDA12</i></p>	<p><b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b></p> <p><b>Cible:</b> Au moins 40% des bénéficiaires du projet sont des femmes pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>IB 1:</b> Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet</li> </ul>	<p><b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b></p>	<p><b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>IE 2.1:</b> Personnes présentant une amélioration de l'autonomisation (indice d'autonomisation élaboré par le FIDA): <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes</li> </ul> </li> </ul>

<sup>9</sup> Ce nombre est calculé automatiquement dans le SGRO par la somme du nombre d'hommes et du nombre de femmes.

<sup>10</sup> Le multiplicateur «nombre de jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<sup>11</sup> Le multiplicateur «nombre de jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<sup>12</sup> Le multiplicateur «nombre de jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<sup>13</sup> Les deux indicateurs se rapportant aux retours d'information des parties prenantes (SF 2.1 et SF 2.2) sont obligatoires pour tous les projets, à l'exception des projets ayant obtenu un financement de type C et de type Z. L'intégration de ces deux indicateurs dans le cadre logique de ces types de projets est fortement recommandée, mais pas obligatoire. Pour les projets créés à compter du deuxième trimestre 2020, le SGRO alimentera automatiquement le cadre logique avec les données des deux indicateurs se rapportant au retour d'information des parties prenantes, qui seront intégrés à une composante se rapportant aux effets.

Type de projet	INDICATEURS DE BASE RELATIFS À LA PORTÉE	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX PRODUITS	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX EFFETS
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage total de personnes</li> <li>- Femmes (nombre)</li> <li>- Femmes (%)</li> <li>- Hommes (nombre)</li> <li>- Hommes (%)</li> </ul>
<b>Projets tenant compte des enjeux nutritionnels</b> <i>Au moins 60% des projets approuvés durant FIDA12</i>	Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» ET</b>  <b>■ IB 1.1.8:</b> Ménages ayant reçu un appui ciblé pour améliorer leur nutrition <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de participants</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Nombre de jeunes</li> <li>- Nombre de personnes autochtones (obligatoire si pertinent)</li> <li>- Nombre de personnes handicapées (obligatoire si pertinent)</li> <li>- Ménages</li> <li>- Membres des ménages bénéficiaires</li> </ul>	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» ET</b> <b>Au moins un des deux indicateurs liés aux aspects nutritionnels suivants:</b> <b>■ IB 1.2.8:</b> Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (MDD-W) <sup>14</sup> <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Femmes (nombre)</li> <li>- Femmes (%)</li> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage (nombre)</li> </ul> <b>OU</b> <b>■ IB 1.2.9:</b> Ménages ayant amélioré leurs connaissances, attitudes et pratiques liées à la nutrition <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage</li> </ul>
<b>Projets axés sur les jeunes</b> <i>Au moins 60% des projets approuvés durant FIDA12</i>	Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»	Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» ET</b> Les projets approuvés durant FIDA12 intégreront

<sup>14</sup> MDD-W: *Minimum Dietary Diversity for Women* (indicateur de diversité alimentaire minimale chez les femmes). Cet indicateur sert à déterminer si les femmes de 15 à 49 ans interrogées ont consommé des aliments appartenant à au moins cinq des dix groupes d'aliments définis au cours des 24 heures ayant précédé l'entretien.

Type de projet	INDICATEURS DE BASE RELATIFS À LA PORTÉE	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX PRODUITS	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX EFFETS
			également l'indicateur obligatoire suivant: ■ <b>IB 2.2.1:</b> Personnes occupant un nouvel emploi ou ayant accès à de nouvelles possibilités d'emploi <sup>15</sup> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> <li>- Nombre total de personnes occupant un nouvel emploi ou ayant accès à de nouvelles possibilités d'emploi</li> </ul>
<b>Cibler les personnes autochtones</b> <i>10 projets approuvés au cours de FIDA12 pour inclure les peuples autochtones en tant que groupe cible prioritaire lors de la conception</i>	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b> Le multiplicateur des personnes autochtones est obligatoire pour: ■ <b>IB 1:</b> Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b> Le multiplicateur des personnes autochtones est obligatoire pour tous les indicateurs de base portant sur des personnes.	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b> Le multiplicateur des personnes autochtones est obligatoire pour tous les indicateurs de base portant sur des personnes.
<b>Cibler les personnes handicapées</b> <i>5 projets approuvés au cours de FIDA12 pour inclure les personnes handicapées en tant que groupe cible prioritaire lors de la conception</i>	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b> Le multiplicateur des personnes handicapées est obligatoire pour: ■ <b>IB 1:</b> Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b> Le multiplicateur des personnes handicapées est obligatoire pour tous les indicateurs de base portant sur des personnes.	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»</b> <b>ET</b> Le multiplicateur des personnes handicapées est obligatoire pour tous les indicateurs de base portant sur des personnes.

<sup>15</sup> Cet indicateur se substitue à l'indicateur de base 2.2.1 «Nombre de nouveaux emplois créés» du CGR de FIDA11.

Type de projet		INDICATEURS DE BASE RELATIFS À LA PORTÉE	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX PRODUITS	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX EFFETS
Financement de l'action climatique <i>Au moins 40% du PPD de FIDA 12</i>	Financement de l'adaptation	Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets»	Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» <b>ET</b> <b>Au moins un indicateur de base parmi les suivants</b> (produits OU effets) <i>(dans le cadre des projets, plus la part du financement consacrée à l'adaptation sera élevée, plus il faudra retenir des indicateurs adaptés aux interventions ou miser sur des cibles plus ambitieuses)</i>	

			<p>▪ <b>IB 1.1.1:</b> Nombre de bénéficiaires ayant obtenu un meilleur accès sécurisé à la terre</p> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes<sup>16</sup></li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul> <p>▪ <b>IB 3.1.1:</b> Groupes bénéficiant d'un appui pour gérer de manière durable les ressources naturelles et les risques climatiques</p> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupes appuyés (nombre)</li> <li>- Effectifs totaux des groupes: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Femmes</li> <li>▪ Hommes</li> <li>▪ Jeunes<sup>17</sup></li> <li>▪ Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>▪ Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul> </li> </ul> <p>▪ <b>IB 3.1.2:</b> Personnes bénéficiant de services d'information sur le climat</p> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnes bénéficiant de services d'information sur le climat (total)</li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes<sup>18</sup></li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées</li> </ul>	<p>▪ <b>IB 3.2.2:</b> Ménages déclarant avoir adopté des technologies et des pratiques écologiquement durables et résilientes face aux changements climatiques</p> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage</li> </ul> <p>▪ <b>IB 3.2.3:</b> Ménages déclarant une réduction significative du temps passé à chercher de l'eau ou du carburant</p> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage</li> </ul>
--	--	--	--	---

Type de projet			INDICATEURS DE BASE RELATIFS À LA PORTÉE	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX PRODUITS	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX EFFETS
				(si pertinent)  ■ <b>IB 3.1.4:</b> Terres exploitées selon des pratiques favorisant la résilience face aux aléas climatiques <b>Multiplicateur obligatoire:</b> - Superficie des terres (nombre d'hectares)	
	Financements pour l'atténuation	Atténuation		<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» et LE CAS ÉCHÉANT</b> ■ <b>IB 3.1.3:</b> Personnes ayant accès à des technologies de piégeage du carbone ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> - Nombre total de personnes ayant accès aux technologies - Femmes - Hommes - Jeunes <sup>19</sup> - Personnes autochtones (si pertinent) - Personnes handicapées (si pertinent)	<b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» ET</b> ■ <b>IB 3.2.1:</b> Gaz à effet de serre (ég. CO <sub>2</sub> ) dont l'émission a été évitée ou carbone fixé  <i>Au cours de la période couverte par FIDA12, cet indicateur sera remplacé par l'indicateur de base 3.2.1 «Tonnes de gaz à effet de serre (tonnes ég. CO<sub>2</sub>) dont l'émission a été évitée ou de carbone fixé»</i> <b>Multiplicateurs obligatoires:</b> ■ Tonnes ég. CO <sub>2</sub> /20 ans ■ Hectares ■ Tonnes ég. CO <sub>2</sub> /ha ■ Tonnes ég. CO <sub>2</sub> /ha/an

<sup>16</sup> Le multiplicateur «Jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<sup>17</sup> Le multiplicateur «Jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<sup>18</sup> Le multiplicateur «Jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<sup>19</sup> Le multiplicateur «Jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

Type de projet			INDICATEURS DE BASE RELATIFS À LA PORTÉE	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX PRODUITS	INDICATEURS DE BASE RELATIFS AUX EFFETS
		Biodiversité		<p><b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» et</b></p> <p><b>LE CAS ÉCHÉANT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>IB 3.1.3:</b> Personnes ayant accès à des technologies de piégeage du carbone ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre</li> </ul> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes ayant accès aux technologies</li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes<sup>20</sup></li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>	<p><b>Prescriptions identiques à celles appliquées pour la catégorie «Tous les projets» ET « Atténuation » IB 3.2.1 ET</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>IB 3.2.4:</b> Amélioration de la biodiversité au niveau des écosystèmes</li> </ul> <p><b>Multiplicateurs obligatoires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Superficie de la biodiversité intacte (AIB) en ha</li> <li>▪ Capital naturel moyen par ha (ANC) en US\$/ha</li> <li>▪ Indicateur basé sur les écosystèmes en 0 ou 1</li> </ul>

<sup>20</sup> Le multiplicateur «Jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).



### III. Portée: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données

#### Indicateurs de portée

Portée 1	Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet
<i>Définition</i>	Correspond au nombre de nouvelles personnes ayant pris part à des activités ou bénéficié de services promus ou appuyés par le projet au cours de la période considérée (rapport annuel).
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarques:</i></p> <p><i>Si une personne a bénéficié de différents types de services pendant la période couverte par le rapport, elle ne sera comptée qu'une seule fois pour éviter un double comptage.</i></p> <p><i>Si cette même personne bénéficie de services promus ou appuyés par le projet au fil des ans, elle ne sera comptée qu'une seule fois. Certaines années, il se peut que la portée des interventions ne soit pas élargie (par exemple, si les bénéficiaires, les collectivités et les ménages visés par le projet restent les mêmes). Dans ce cas, la valeur annuelle sera égale à zéro et les chiffres cumulés seront identiques à ceux de l'année précédente.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes recevant des services<sup>21</sup></li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes<sup>22</sup></li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 1.4</b> Impact indirect: 2.3, 2.4, 2.a, 9.3 et 14.b

Portée 1.a	Nombre correspondant de ménages touchés
<i>Définition</i>	Par rapport à l'indicateur précédent, fait référence au nombre de nouveaux ménages dont au moins un membre a pris part à des activités ou bénéficié de services promus ou appuyés par le projet pendant la période considérée (rapport annuel).
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarques:</i></p> <p><i>Si deux membres d'un même ménage (deux époux, par exemple) ont reçu un appui direct dans le cadre du projet, ce ménage ne doit être compté qu'une seule fois dans le rapport annuel.</i></p> <p><i>Si une même famille a reçu un appui qui s'est étendu sur plusieurs années, elle ne doit être comptée qu'une seule fois. Certaines années, il se peut que la portée des interventions ne soit pas élargie (par exemple, si les bénéficiaires, les collectivités et les ménages visés par le projet restent les mêmes). Dans ce cas, la valeur annuelle sera égale à zéro et les chiffres cumulés seront identiques à ceux de l'année précédente.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	Ménages

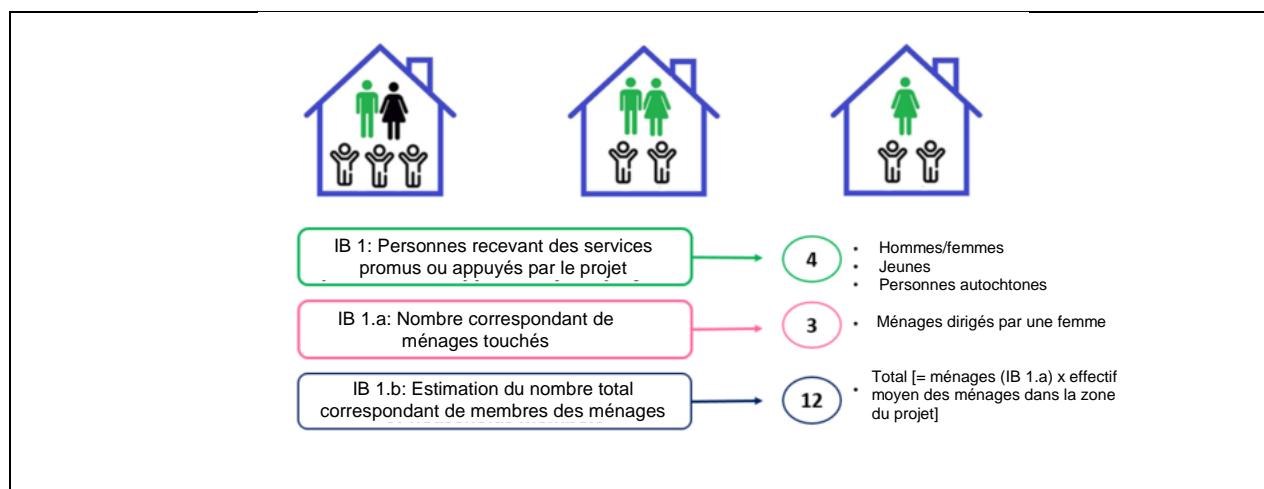
<sup>21</sup> Ce nombre est calculé automatiquement dans le SGRO par la somme du nombre d'hommes et du nombre de femmes.

<sup>22</sup> Le multiplicateur «Nombre de jeunes» est obligatoire pour les projets approuvés à compter de FIDA11 (à partir de janvier 2019).

<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 1.4</b> Impact indirect: 2.1, 2.3, 2.4 et 2.a
---	--

Portée 1.b	Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages
<i>Définition</i>	Correspond à une estimation du nombre total de personnes composant les ménages appuyés par le projet ( <i>tel que calculé à l'indicateur précédent</i> ) au cours de la période de référence (rapport annuel). Cette estimation repose sur le nombre moyen de personnes par ménage relevé dans le pays ou, si cette donnée est disponible, dans la zone d'intervention du projet.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>En l'absence de données issues d'une mesure directe ou de données tirées de enquêtes, le personnel chargé du suivi-évaluation du projet consultera les statistiques nationales pour obtenir les informations requises (les données sur l'effectif moyen des ménages).</p> <p>Cette estimation peut également être obtenue en multipliant le nombre de ménages touchés par le projet (indicateur de base 1.a) par le nombre moyen de personnes par ménage dans la zone d'intervention du projet.</p> <p>L'indicateur prend en compte tous les membres du ménage, y compris les personnes qui n'ont pas bénéficié des services offerts dans le cadre du projet (les enfants, par exemple).</p> <p>Les données sont enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	Membres des ménages
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 1.4</b> Impact indirect: 2.1, 2.3, 2.4 et 2.a

#### Encadré 1: Les trois indicateurs de portée obligatoires appliqués par le FIDA



## Guide pratique sur la marche à suivre pour calculer et présenter les trois indicateurs de base relatifs à la portée

Pour commencer, il convient de consulter la description du groupe cible et les cibles figurant dans le rapport de conception du projet, puis de comparer ces éléments aux cibles définies pour les indicateurs de portée figurant dans le cadre logique. L'indicateur de base 1 du FIDA «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet» mesure le nombre de personnes qui bénéficient directement d'au moins une intervention du projet. L'indicateur de portée 1.a correspondant, «Nombre correspondant de ménages touchés», mesure le nombre de ménages représentés par ces personnes. La valeur de cet indicateur sera égale au nombre de personnes qui bénéficient de services, ou inférieure à ce nombre si certaines personnes bénéficiant de services appartiennent à un même ménage. La valeur de l'indicateur de portée 1.b qui en découle, «Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages», est calculée en multipliant le nombre de ménages par le nombre moyen de personnes par ménage, qui est obtenu soit à partir des statistiques démographiques, soit à partir des données de l'enquête de référence.

**Règle générale.** Pour certaines interventions de projets, le principe est simple: un agriculteur qui reçoit des intrants correspond à une personne bénéficiant de services, de même qu'un commerçant qui obtient un prêt, un pêcheur qui prend part à une formation, un fournisseur d'intrants qui reçoit des services de conseil aux entreprises, et un jeune qui a obtenu le droit d'accéder à des ressources forestières ou qui a été appuyé dans le cadre de la création de sa petite entreprise. En l'occurrence, les services du projet sont fournis directement à des personnes désignées, qui sont prises en compte dans l'indicateur de base 1 «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet». Le sexe et l'âge des personnes doivent être consignés afin de pouvoir respecter les prescriptions en matière de ventilation des données pour l'indicateur de base 1 (parmi les personnes, combien sont des hommes, combien sont des femmes et combien sont des jeunes). La valeur de l'indicateur de base 1.a «Nombre correspondant de ménages touchés», qui comptabilise le nombre de ménages représentés par ces personnes, doit être égale au nombre de personnes, sauf si plusieurs d'entre elles appartiennent au même ménage. La valeur de l'indicateur de base 1.b, «Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages», est obtenue en utilisant le nombre moyen de personnes par ménage.

Exemple de résultat pour un projet: 50 agriculteurs du district de Nyando ont reçu des outils et bénéficié de conseils sur la mise en place de mesures de conservation des eaux et des sols dans les exploitations.  
Effectif moyen des ménages: 6 personnes.

IB 1	IB 1.a	IB 1.b
50	50	300

**Projets d'infrastructure.** Certaines interventions menées au titre des projets donnent lieu à la prestation de services à l'échelle locale. On peut citer en exemple l'aménagement de puits dotés de pompes manuelles, qui approvisionnent en eau tous les ménages d'un village qui ne disposait pas encore d'un accès à l'eau potable. Autre exemple: la remise en état d'une route de desserte, praticable toute l'année, pour relier trois villages qui étaient auparavant inaccessibles pendant la saison humide. En pareil cas, **tous les membres du ménage tirent profit de l'intervention**. L'indicateur de base 1.a «Nombre correspondant de ménages touchés» mesure le nombre de ménages ayant accès à ces nouveaux services. L'indicateur de base 1 «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet» et l'indicateur de base 1.b «Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages» comptabilisent tous les membres de tous les ménages qui bénéficient de ces nouveaux services. Pour respecter l'obligation de ventilation au titre de l'indicateur de base 1, il est nécessaire de connaître le nombre d'hommes, de femmes et de jeunes appartenant à chaque ménage. Il se peut que ces données ne soient pas disponibles et le processus de collecte de ces informations peut s'avérer fastidieux. En lieu et place, il est possible d'utiliser des estimations qui seront calculées à partir des données démographiques disponibles ou des données sur la composition des ménages collectées au cours de l'enquête de référence.

Exemple de résultat pour un projet: construction d'un système pour approvisionner en eau à usage domestique 300 ménages de la moitié nord du village de Paponditi.  
Effectif moyen des ménages: 6 personnes.

IB 1	IB 1.a	IB 1.b
1 800	300	1 800

**Groupes bénéficiant d'un appui.** Certaines interventions de projets s'adressent à des groupes de bénéficiaires; les services visent le groupe en tant qu'entité et non chaque membre individuellement. Les membres d'un groupe de producteurs peuvent être copropriétaires d'un réseau d'irrigation, dont la remise en état est appuyée par le projet, ou peuvent bénéficier d'une aide pour améliorer les installations d'entreposage afin de réduire les pertes après récolte. Une association d'épargne et de crédit peut bénéficier d'un prêt pour relever son capital et rétrocéder davantage de fonds à ses membres. Dans ce

Exemple de résultat pour un projet: remise en état du réseau d'irrigation de Bihamu Women Vegetable Growers (43 membres, dont 8 font partie de la même famille et représentent 4 ménages).  
Effectif moyen des ménages: 6 personnes.

IB 1	IB 1.a	IB 1.b
43	39	234

cas, l'indicateur de base 1 «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet» comptabiliserait tous les membres du groupe. Il est nécessaire de connaître le sexe et l'âge des membres du groupe pour pouvoir respecter les prescriptions en matière de ventilation des données pour l'indicateur de base 1 (parmi les membres, combien sont des hommes, combien sont des femmes et combien sont des jeunes). L'indicateur de base 1.a «Nombre correspondant de ménages touchés» mesure le nombre de ménages représentés par ces membres. Ce nombre doit être égal au nombre de membres, sauf si certains d'entre eux appartiennent au même ménage. La valeur de l'indicateur de base 1.b «Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages» est obtenue en utilisant le nombre moyen de personnes par ménage.

**Finance rurale.** Certaines interventions de projets visent à soutenir les entreprises. Par exemple, une entreprise du secteur de la transformation de taille moyenne et comptant 17 employés reçoit un prêt pour remplacer ses équipements obsolètes et obtenir des gains d'efficacité. Un magasin de produits agrovétérinaires bénéficie d'un don de contrepartie pour acquérir un réfrigérateur à énergie solaire. Trois partenaires (agréateurs) qui emploient cinq travailleurs reçoivent un prêt pour financer leurs besoins de fonds de roulement en vue de développer leur activité. Dans ce cas, l'indicateur de base 1 «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet» comptabiliserait les propriétaires et copropriétaires de l'entreprise bénéficiant des services du projet. Les employés déjà en poste et les travailleurs temporaires ne sont pas inclus parmi les personnes bénéficiant de services. A contrario, si l'entreprise recrute du personnel dans le cadre de son expansion grâce au projet, ces nouveaux employés seront comptabilisés parmi les personnes bénéficiant de services (ils seront également comptabilisés au titre de l'indicateur de base 2.2.1 «Nombre de nouveaux emplois créés»). Il est nécessaire de connaître le sexe et l'âge des copropriétaires de l'entreprise pour pouvoir respecter les prescriptions en matière de ventilation des données pour l'indicateur de base 1 (combien sont des hommes, combien sont des femmes et combien sont des jeunes). L'indicateur de base 1.a «Nombre correspondant de ménages touchés» mesure le nombre de ménages représentés par ces copropriétaires. La valeur de l'indicateur de base 1.b «Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages» est, rappelons-le, obtenue en utilisant le nombre moyen de personnes par ménage. Veuillez consulter les informations se rapportant aux indicateurs de base 1.1.5 et 2.1.1 pour savoir comment calculer la portée des projets axés sur la finance rurale.

Exemple de résultat pour un projet: Le magasin Makutano Agrovet Store, géré par M. et M<sup>me</sup> Mwangi, reçoit un don de contrepartie de 30 000 shillings kényans pour financer l'achat d'un réfrigérateur à énergie solaire.  
Effectif moyen des ménages: 6 personnes.

IB 1	IB 1.a	IB 1.b
2	1	6

**Combinaison de scénarios.** Il se peut que plusieurs scénarios parmi ceux présentés ci-dessus se produisent dans le cadre d'un même projet: il est possible que différents agriculteurs reçoivent des intrants et bénéficient d'une formation sur la production agricole, que des groupes obtiennent des dons de contrepartie pour financer l'aménagement d'installations de stockage et de transformation, et que des PME bénéficient de prêts et de services de développement commercial. La description du groupe cible figurant dans le rapport de conception du projet doit mentionner la composition exacte du groupe cible, qui doit être complétée par des données pour chaque sous-groupe de bénéficiaires. Elle doit en outre préciser s'il existe un chevauchement entre ces sous-groupes et, dans l'affirmative, préciser l'étendue du chevauchement afin d'éviter tout double comptage. Par exemple, parmi les agriculteurs, quelle proportion appartient également à un groupe?

Exemple de groupe cible: des intrants sont fournis et une formation est dispensée à 10 000 agriculteurs, dont environ 20% appartiennent à des groupes; des dons de contrepartie sont attribués à 200 groupes, qui comptent 30 membres en moyenne; des prêts et des services d'appui aux entreprises sont accordés à 100 PME comptant en moyenne 2 propriétaires. Les informations sur les bénéficiaires compris dans le même ménage sont indisponibles.  
Effectif moyen des ménages: 6 personnes.

IB 1	IB 1.a	IB 1.b
14 200	14 200	85 200

## IV. Objectif stratégique no 1: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données

### Objectif stratégique n° 1: Renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres

#### Indicateurs de produit

#### Accès aux ressources naturelles

<b>1.1.1</b>	<p><b>Bénéficiaires obtenant un accès plus sécurisé à la terre.</b></p> <p><i>Dans IFAD11, IB 1.1.1 a été formulé comme suit « Nombre de personnes dont les droits de propriété ou d'usage de ressources naturelles ont été enregistrés dans les cadastres nationaux et/ou systèmes de gestion des informations géographiques »</i></p>
<i>Définition</i>	<p>Correspond au nombre de bénéficiaires qui ont reçu un appui pendant la période considérée (rapport annuel) pour l'obtention de droits officiels de propriété ou d'utilisation des terres (forêts, terres agricoles, pâturages), des ressources en eau (pour la consommation par le bétail, l'irrigation des cultures, les usages domestiques ou la consommation d'eau potable) ou des plans d'eau (pour la pêche par capture ou l'aquaculture), tels qu'ils sont reconnus ou intégrés dans les relevés cadastraux, les bases de données foncières ou d'autres systèmes d'information foncière accessibles au public.</p> <p>Les <b>droits de propriété foncière (ou droits de propriété)</b> se rapportent à la capacité inaliénable des personnes, des ménages ou des collectivités d'obtenir, d'utiliser et de posséder librement des terres à leur discrétion, pour autant que leurs activités sur ces terres n'empiètent pas sur les droits d'autrui. Les <b>droits d'utilisation</b> se rapportent aux droits, sanctionnés par la loi, des personnes, des ménages ou des communautés d'avoir accès, en vue de les exploiter, aux terres (ou aux forêts ou plans d'eau) appartenant à un tiers ou à une collectivité, parfois pour un laps de temps limité. La définition des droits d'utilisation peut couvrir un large spectre, et ces droits peuvent être solidement ancrés et globaux (comme les droits d'usufruit), ou au contraire plutôt faiblement justiciables ou spécifiques (comme le droit de chasse).</p> <p>Les droits officiels de propriété ou d'utilisation sont ceux explicitement reconnus par l'État (ils peuvent cependant aussi relever du droit coutumier) et peuvent être protégés par un recours à des moyens juridiques.</p> <p>Définition de l'indicateur pendant la période couverte par FIDA12: Correspond au nombre de bénéficiaires qui, grâce à l'appui qui leur a été apporté, ont obtenu la sécurisation de leurs droits fonciers sur les terres (forêts, terres agricoles, pâturages), les ressources en eau (pour la consommation du bétail, l'irrigation des cultures, les usages domestiques et la consommation d'eau potable) ou les plans d'eau (pour la pêche par capture ou l'aquaculture).</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les informations seront recherchées dans les registres officiels de l'administration foncière ou recueillies auprès d'autres institutions officielles concernées recevant l'appui du projet. Les données sont consignées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarque: En cas de cotitularité des droits de propriété foncière (entre époux, par exemple), chaque cotitulaire doit être compté parmi les bénéficiaires.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>

<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 1.4</b> Impact indirect: 2.3, 5.a, 10.3, 12.2 et 15.1
--	--

## Accès aux technologies agricoles et aux services de production

1.1.2	Terres agricoles dotées d'infrastructures liées à l'eau nouvellement construites ou remises en état
Définition	<p>Correspond au nombre d'hectares de terres agricoles dotées d'infrastructures liées à l'eau nouvellement construites ou remises en état. Il permet de mesurer le potentiel d'irrigation développé, c'est-à-dire la superficie pouvant être irriguée annuellement par la quantité d'eau qui pourrait être rendue disponible par tous les ouvrages raccordés ou réalisés jusqu'à l'extrémité des cours d'eau ou jusqu'au point terminal du système de distribution de l'eau.</p> <p>Les infrastructures liées à l'eau sont notamment les barrages et les fossés, les infrastructures d'irrigation et de drainage, les infrastructures de collecte d'eau de pluie (au niveau du champ), les puits et autres points d'eau construits ou remis en état avec l'appui du projet.</p> <p>Par conséquent, les terres agricoles (superficie en hectares) dotées d'infrastructures liées à l'eau nouvellement construites ou remises en état se décomposent comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Superficie (en hectares) de terres agricoles dotées de nouveaux systèmes d'irrigation ou de systèmes d'irrigation améliorés.</b> Correspond à la superficie de terres agricoles (en hectares) situées dans la zone de desserte de l'infrastructure d'irrigation et de drainage <b>nouvellement</b> construite ou remise en état dans le cadre du projet au cours de la période considérée (rapport annuel). Si cet indicateur n'a pas pour finalité de mesurer la superficie exacte des terres agricoles irriguées au cours de la période considérée, il est néanmoins souhaitable que les projets prévoyant de financer des investissements de grande ampleur en matière d'irrigation et de drainage mesurent cette caractéristique fondamentale.</li> <li>- <b>Superficie (en hectares) de la zone de captage direct (jusqu'à 100 kilomètres carrés)</b> couverte par les systèmes d'irrigation où des pratiques de conservation sont mises en œuvre pour protéger la source d'eau et réduire le coût d'élimination des sédiments avec l'appui du projet, au cours de la période considérée.</li> <li>- <b>Superficie (en hectares) de terres agricoles dotées de nouveaux réseaux complémentaires de micro-irrigation</b> raccordés à l'infrastructure de collecte des eaux pluviales, ou à des puits ou d'autres points d'eau, qui ont été construits ou remis en état dans le cadre du projet au cours de la période considérée (rapport annuel).</li> </ul>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les informations sont recueillies par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, par les exploitants agricoles si ce sont eux qui effectuent les travaux de construction, ou par le personnel technique à partir des rapports périodiques établis par les entrepreneurs sur l'état d'avancement des ouvrages.</p> <p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarque:</i></p> <p><i>Pour éviter tout double comptage, les rapports annuels devront uniquement couvrir les nouveaux périmètres ayant été <u>entièrement achevés</u> au cours de la période considérée.</i></p>
Ventilation obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie de terres (en hectares)</li> </ul>
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 1.4, 2.4, 6.4, 6.5 et 9.1</p>

<b>1.1.3</b>	<b>Producteurs ruraux ayant accès à des intrants de production ou à des modules technologiques</b>
<i>Définition</i>	Correspond aux agriculteurs, aux propriétaires de bétail ou autres producteurs ruraux ayant bénéficié d'un appui à l'obtention d' <b>intrants de production</b> (par exemple, engrais chimiques ou biologiques, pesticides, semences améliorées, effectifs de reproduction ou médicaments vétérinaires) ou de <b>modules techniques</b> (par exemple, équipement de transformation, outils agricoles, matériel pour la protection de la santé animale, kits d'insémination artificielle ou systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte) grâce aux interventions du projet. Ces intrants, ou ces modules ou solutions techniques, peuvent être fournis gratuitement ou moyennant une contribution du bénéficiaire.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les informations sont recueillies par les prestataires de services (si les intrants ou modules techniques sont fournis par des entités externes) ou par l'équipe du projet (si c'est elle qui fournit l'appui).</p> <p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarque: Si une même personne a reçu plus d'un intrant ou module technique au cours de la période considérée, elle ne sera comptée qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de producteurs ruraux</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 1.4, 2.4, 8.2 et 12.8</p>



1.1.4	Personnes formées aux pratiques ou aux technologies de production
Définition	<p>Correspond au nombre de personnes qui ont suivi au moins une fois une formation sur les pratiques et technologies de production améliorées ou innovantes au cours de la période considérée (rapport annuel).</p> <p>La formation et le développement des capacités peuvent être assurés sous diverses formes (participation à la cartographie collective des ressources naturelles, stage dans une ferme-école, démonstrations de terrain, formation à la vaccination du bétail, etc.) et pour des durées variables (journée entière de formation en dehors du groupe des stagiaires, formation d'agents de vulgarisation dans un centre de district; sessions de plus courte durée dans la communauté ou le village des stagiaires, courte formation périodique en salle de classe, ou formation sur le tas ou sur le terrain).</p> <p>Les formations peuvent porter sur différents thèmes, comme la <b>production végétale</b> (pratiques culturales, sélections variétales participatives, utilisation de semences améliorées, pratiques et technologie visant à accroître la fertilité du sol, utilisation efficiente de l'eau, micro-irrigation, pratiques agroforestières, protection adéquate des végétaux ou amélioration de la qualité de la production), la <b>production animale</b> (traite et traitement du lait, abattage, nutrition animale, prévention des maladies et pratiques vétérinaires, zootechnie) ou la <b>production halieutique</b> (techniques de capture du poisson, gestion des refuges ichtyologiques, pisciculture, etc.). La formation à la gestion des ressources naturelles et des risques en rapport avec le climat (comme les technologies et pratiques de protection de l'environnement, la lutte contre la déforestation et la désertification, ou la promotion d'initiatives de conservation du sol et de l'eau) ne sera pas prise en considération dans ce contexte.</p>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les informations seront recueillies par les prestataires de services ou les formateurs externes (si les sessions de formation sont externalisées) ou par le personnel du projet (si c'est ce dernier qui assure la formation).</p> <p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarque:</i></p> <p><i>Si une même personne a suivi plusieurs formations consacrées au même sujet (que ce soit au cours des 12 derniers mois ou sur plusieurs années) dans le cadre d'une formation comportant plusieurs sessions, elle ne sera comptée qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.</i></p>
Ventilation obligatoire	<p>Pour chaque secteur applicable (culture, élevage, forêt, pêche)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes ayant suivi une formation axée sur le secteur *intitulé du secteur applicable*</li> <li>- Hommes ayant suivi une formation axée sur le secteur *intitulé du secteur applicable*</li> <li>- Femmes ayant suivi une formation axée sur le secteur *intitulé du secteur applicable*</li> <li>- Jeunes ayant suivi une formation axée sur le secteur *intitulé du secteur applicable*</li> <li>- Personnes autochtones ayant suivi une formation axée sur le secteur *intitulé du secteur applicable* (si pertinent)</li> </ul> <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de participations aux séances de formation<sup>23</sup></li> </ul>
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 1.4, 2.4, 12.3 et 12.8</p>

<sup>23</sup> Ce multiplicateur est renseigné automatiquement dans le SGRO avec la somme du nombre total de personnes ayant suivi une formation pour chaque secteur. Si cet indicateur figure dans plusieurs composantes du cadre logique, ce multiplicateur apparaîtra uniquement dans le fichier Excel du cadre logique exporté à partir du SGRO et dans le rapport du cadre logique.

## Services financiers ruraux inclusifs

1.1.5	<b>Personnes vivant en milieu rural qui ont accès à des services financiers (épargne, crédit, assurance ou envois de fonds)</b>
<i>Définition</i>	<p>Correspond au nombre de personnes ayant eu accès à un produit ou à un service financier spécifiquement promu ou appuyé par le projet et par son prestataire de services financiers (PSF) partenaire au moins une fois au cours de la période considérée (rapport annuel). Parmi ces services figurent les prêts et microprêts, les fonds d'épargne, les produits de microassurance ou d'assurance, les envois de fonds et l'adhésion à une organisation financière de proximité (groupe d'épargne et de crédit, par exemple).</p> <p><i>Remarque: Lorsque les entreprises rurales bénéficient de services financiers promus ou appuyés par le projet, seuls leurs propriétaires et copropriétaires sont comptés parmi les personnes ayant accès à des services financiers. Cette règle vaut également pour l'indicateur de base 1 relatif à la portée «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet». Dans ce cas, seuls les propriétaires et copropriétaires des entreprises sont comptés parmi les personnes recevant des services financiers.</i></p>
<i>Source et méthode de collecte des données</i>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Il est à noter que lorsque les données sont fournies par un PSF partenaire, celui-ci doit comptabiliser séparément le nombre de clients ruraux touchés et le nombre d'autres types de clients auxquels il fournit ses services.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<p>Pour chaque produit financier applicable (crédit/épargne/assurance/envois de fonds):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes ayant accès à des services financiers – *intitulé du service financier applicable*</li> <li>- Hommes en milieu rural ayant accès à des services financiers – *intitulé du service financier applicable*</li> <li>- Femmes en milieu rural ayant accès à des services financiers – *intitulé du service financier applicable*</li> <li>- Jeunes en milieu rural ayant accès à des services financiers – *intitulé du service financier applicable*</li> <li>- Personnes autochtones en milieu rural ayant accès à des services financiers – *intitulé du service financier applicable* (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées en milieu rural ayant accès à des services financiers – *intitulé du service financier applicable* (si pertinent)</li> </ul> <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total d'accès à des services financiers<sup>24</sup></li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <i>Direct/indirect</i>	<p><b>Impact direct:</b> 2.3 Impact indirect: 1.4, 5.a, 9.3, 10.c et 15.a</p>

<sup>24</sup> Ce multiplicateur est renseigné automatiquement dans le SGRO avec la somme du nombre total de personnes vivant en milieu rural qui ont accès à des services financiers (pour chaque instrument financier). Si cet indicateur figure dans plusieurs composantes du cadre logique, ce multiplicateur apparaîtra uniquement dans le fichier Excel du cadre logique exporté à partir du SGRO et dans le rapport du cadre logique.

<b>1.1.6</b>	<b>Prestataires de services financiers bénéficiant d'un appui pour déployer des stratégies de sensibilisation, ou fournir des produits et services financiers dans les zones rurales</b>
<i>Définition</i>	<p>Désigne les PSF ayant reçu un appui dans le cadre du projet au cours de la période considérée pour élaborer une stratégie de sensibilisation, ou pour fournir des produits et des services adaptés aux besoins et aux capacités de remboursement des ruraux pauvres et des autres bénéficiaires du projet.</p> <p>Par <b>nouvelle stratégie de sensibilisation</b>, on entend tout type de programme officiel portant sur les services financiers en milieu rural fournis par un PSF, y compris des plans d'activité ou des plans d'action visant à mieux atteindre les ruraux pauvres et à favoriser leur inclusion. Les autres types d'appui à prendre en compte sont notamment le soutien budgétaire, la formation du personnel, les études et l'assistance technique. Les produits et services financiers incluent l'épargne, le crédit, les envois de fonds et l'assurance.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les informations seront recueillies dans le cadre des activités ordinaires de suivi-évaluation.</p> <p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Il convient de rapporter dans les relevés des projets chaque mesure d'appui fournie aux PSF partenaires et à leurs réseaux (en mentionnant notamment le type d'appui et la date à laquelle il a été fourni). Les PSF doivent en outre relever le nombre de succursales et de bureaux locaux qui bénéficient de cet appui ou qui fournissent des services aux groupes cibles du projet.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	- Prestataires de services (nombre)
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 8.10</b></p> <p>Impact indirect: 1.4, 2.3, 5.a, 8.3, 9.3, 10.c et 15.a</p>

<b>1.1.7</b>	<b>Personnes en milieu rural ayant reçu une formation d'initiation aux questions financières, ou à l'utilisation de produits et services financiers</b>
<i>Définition</i>	<p>Correspond aux personnes vivant dans les zones rurales qui ont bénéficié, dans le cadre du projet et au cours de la période considérée, d'un renforcement des capacités qui leur a permis d'acquérir les savoirs, les compétences et la confiance nécessaires pour prendre des décisions financières responsables, ou pour gérer plus efficacement l'économie familiale et les investissements du ménage.</p> <p>Les programmes d'<b>initiation aux questions financières</b> abordent habituellement des thèmes comme l'initiation au calcul, la budgétisation, l'épargne ou la gestion du crédit.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les informations seront recueillies par les prestataires de services ou les formateurs externes (si les sessions de formation sont externalisées) ou par le personnel du projet (si c'est ce dernier qui assure la formation).</p> <p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarque: Si une même personne a suivi plusieurs formations consacrées au même sujet (que ce soit au cours des 12 derniers mois ou sur plusieurs années) dans le cadre d'une formation comportant plusieurs sessions, elle ne sera comptée qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.</i></p>

<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnes en milieu rural ayant reçu une formation d'initiation aux questions financières ou à l'utilisation des produits et services financiers (total)</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i>  <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 2.3</b> Impact indirect: 1.4, 4.4, 5.a, 9.3, 10.c et 15.a

1.1.8	Ménages ayant reçu un appui ciblé pour améliorer leur nutrition
Définition	<p>Correspond au <b>nombre de personnes ayant participé directement aux activités appuyées par le projet qui ont été conçues pour améliorer la nutrition</b> au cours de la période considérée. Il est à noter que les activités tenant compte des enjeux nutritionnels ne sont pas de nature générique et sont ajustées en fonction des problèmes de nutrition propres à chaque contexte. Parmi les exemples de ces activités figurent les formations sur les enjeux nutritionnels, les visites d'échange, les campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements, la production intégrée de denrées alimentaires, la mise en place d'infrastructures (pour l'eau potable ou l'assainissement, par exemple), la promotion de la production alimentaire familiale, l'appui technique axé sur l'utilisation des intrants et des technologies permettant d'améliorer les résultats sur le plan nutritionnel (par exemple, semences biofortifiées, petit bétail, outillages ou technologies à faible coefficient de main-d'œuvre), ou la sensibilisation aux problèmes socioculturels ayant une incidence sur les résultats en matière de nutrition. Notons également que certains types d'activités tenant compte des enjeux nutritionnels (comme l'élevage de volaille de basse-cour ou la culture de jardins potagers) sont susceptibles de cibler les membres des ménages et non les personnes.</p> <p>En outre, il importe de remarquer que les résultats des activités tenant compte des enjeux nutritionnels ne seront pas tous pris en compte pour le calcul de cet indicateur. Par exemple, il serait judicieux d'omettre les campagnes menées par le truchement des moyens de communication de masse (comme la radio) et les autres activités publiques pour lesquelles il est difficile de quantifier le nombre de personnes touchées.</p> <p><b>Lors du comptage des bénéficiaires, on prendra garde à éviter le double comptage des personnes ou des ménages qui ont pris part à plus d'une activité, ou qui ont pris part à la même activité à plusieurs reprises au cours d'une même année.</b></p> <p>Cet indicateur est obligatoire pour tous les projets classés comme «tenant compte des enjeux nutritionnels».</p>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les informations seront recueillies par les prestataires de services ou le personnel du projet responsable de la supervision ou de l'exécution des programmes ou des activités axées sur la nutrition.</p> <p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p><i>Remarques:</i></p> <p><i>Les prestataires de services ou le personnel des projets doivent également consigner les données suivantes dans leurs relevés: date de l'activité, type d'activité, nombre total de participants à l'activité (ventilé par sexe, par âge et par appartenance à un groupe autochtone), et nombre de ménages bénéficiaires [ventilé par sexe du chef de ménage (homme ou femme)].</i></p> <p><i>Si d'autres membres du ménage ont tiré profit d'activités sans toutefois y participer directement, il convient de rendre compte du nombre de membres des ménages bénéficiaires (par exemple, en cas d'élevage de volaille de basse-cour ou de culture de jardins potagers).</i></p>

<p><i>Ventilation obligatoire</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de participants</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages dirigés par une femme</li> <li>- Membres de ménages bénéficiaires</li> </ul> <p>La dimension <b>Nombre total de participants</b> correspond au nombre total de personnes qui ont participé directement aux activités appuyées par le projet conçues pour aider à améliorer leur nutrition. Les données doivent être ventilées par sexe, et, lorsque cela est possible ou pertinent, par âge (jeunes et non-jeunes) et par appartenance à un groupe autochtone (personnes autochtones et personnes non autochtones).</p> <p>La dimension <b>Ménages</b> correspond au nombre de ménages ciblés par les activités appuyées par le projet conçues pour aider à améliorer la nutrition, ventilé par sexe du chef de ménage (homme ou femme), lorsque ces données sont disponibles.</p> <p>Si ces données ne sont pas disponibles, on partira de l'hypothèse que, dans chaque ménage, une personne a participé directement aux activités appuyées dans le cadre du projet.</p> <p>La dimension <b>Membres des ménages bénéficiaires</b> correspond au nombre total de membres de ménages ayant bénéficié d'activités appuyées par le projet conçues pour améliorer la nutrition des ménages. La valeur de ce multiplicateur peut être calculée en multipliant le nombre de ménages ciblés par les activités axées sur la nutrition qui ont reçu un appui du projet par le nombre moyen de membres composant les ménages dans la zone d'intervention du projet.</p>
<p><i>Cible des objectifs de développement durable</i></p> <p><b>Direct/indirect</b></p>	<p><b>Impact direct: 2.1</b></p> <p>Impact indirect: 2.2 et 6.1</p>

## Indicateurs d'effet

### Accès aux ressources naturelles

1.2.1	Ménages déclarant un meilleur accès à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins de production
<i>Définition</i>	Bénéficiaires du projet interrogés qui affirment que, par rapport à la situation antérieure au projet, ils peuvent maintenant jouir pleinement et dans les faits de leurs droits d'utilisation des terres (forêts, terres agricoles, pâturages), des ressources en eau (pour la consommation du bétail, l'irrigation des cultures, les usages domestiques ou la consommation d'eau potable) et des plans d'eau (pour la pêche par capture ou l'aquaculture) pour générer un revenu, garantir leur accès à la nourriture, ou assurer un meilleur accès à ces ressources.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	<b>Comparaison des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel)
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<p><i>Module [C] PRODUCTION</i>  <i>[C0] RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION: C.0.1, C.0.2, C.0.3, C.0.4, C.0.5 et C.0.8</i>  <i>[C1] CULTURE: C.1.7 et C.1.8</i>  <i>[C2] BÉTAIL: C.2.5</i>  <i>[C3] PÊCHE: C.3.7, C.3.8, C.3.9 et C.3.10</i></p>
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p><i>L'indicateur s'applique uniquement aux bénéficiaires qui ont reçu un appui du projet pour améliorer l'accès aux terres, aux forêts, aux ressources en eau ou aux plans d'eau à des fins de production: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet et les informations obtenues pour le sous-module C.0.8 du questionnaire sur les indicateurs de base (renseignements sur l'exploitation).</i></p> <p><i>Selon les interventions du projet, seules certaines dimensions (de l'accès aux ressources naturelles) s'appliquent. L'équipe du projet sélectionnera uniquement les questions correspondant aux activités appuyées par le projet et aux changements attendus qui en découlent.</i></p> <p><i>En se fondant sur les réponses à ces questions, l'équipe du projet devra définir quel changement de statut témoigne d'une amélioration de l'accès aux ressources naturelles.</i></p> <p><b>Amélioration de l'accès à la propriété foncière:</b>  <i>Élargissement de l'accès à la terre en ha (C.0.4)</i>  <i>Obtention d'un accès à la terre (C.0.5)</i></p> <p><b>Meilleur accès à l'eau pour l'irrigation des cultures et la consommation du bétail:</b>  <i>C.1.7, C.1.8 et C.2.5</i></p> <p><b>Amélioration de l'accès aux plans d'eau (pêche):</b>  <i>Propriété: C.3.7 et C.3.8</i>  <i>Distance réduite: C.3.7 et C.3.9</i>  <i>Permis de pêche: C.3.10</i></p>
<b>Ventilation obligatoire</b>	<p>Pour chaque type de ressource naturelle pertinente (terre/forêts/eau)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages faisant état d'un meilleur accès à *intitulé de la ressource naturelle applicable* (%)</li> <li>- Taille des ménages indiquant avoir un meilleur accès à *intitulé de la ressource naturelle applicable*</li> </ul>

<i>Cible des objectifs de développement durable</i>  <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 1.4</b> Impact indirect: 2.3, 5.a et 10.3
---	--



## Accès aux technologies agricoles et aux pratiques de production

<b>1.2.2</b>	<b>Ménages déclarant avoir adopté des technologies, des pratiques ou des intrants nouveaux ou améliorés</b>
<i>Définition</i>	Ménages bénéficiaires interrogés déclarant: a) qu'ils sont pleinement satisfaits des intrants, des pratiques ou des techniques promus <b>et</b> b) qu'ils utilisent désormais ces intrants, pratiques et technologies en remplacement des précédents.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.  <i>Les équipes des projets pourront souhaiter compléter les résultats des enquêtes par des enquêtes ad hoc visant à déterminer dans quelle mesure les ménages bénéficiaires utilisent les nouveaux intrants ou les intrants améliorés, appliquent comme il se doit les technologies nouvelles ou les technologies améliorées, ou ont modifié leurs pratiques.</i>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	Calcul basé sur l'enquête actuelle
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	Module [C] PRODUCTION [C0] RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION: C.0.1, C.0.2 et C.0.3 [C1] CULTURE: C.1.1, C.1.2, C.1.10, C.1.11, C.1.12 et C.1.13 [C2] BÉTAIL: C.2.0, C.2.1, C.2.2, C.2.3, C.2.12, C.2.13, C.2.14 et C.2.15 [C3] PÊCHE: C.3.0, C.3.1, C.3.2, C.3.11, C.3.12, C.3.13, C.3.14 et C.3.15
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<i>L'indicateur s'applique uniquement aux bénéficiaires qui ont reçu un appui dans le cadre du projet pour l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux ou améliorés: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet, ainsi que les informations obtenues pour les sous-modules C.1.1 et C.1.2 (culture), C.2.2 et C.2.3 (bétail), et C.3.1 et C.3.2 (pêche) du questionnaire sur les indicateurs de base.</i>  <b>Adoption:</b> <b>Culture</b> – Si la réponse est oui à <b>TOUTES LES COMPOSANTES SUIVANTES: C.1.10, C.1.11, C.1.12 et C.1.13</b> <b>Bétail</b> – Si la réponse est oui à <b>TOUTES LES COMPOSANTES SUIVANTES: C.2.12, C.2.13, C.2.14 et C.2.15</b> <b>Pêche</b> – Si la réponse est oui à <b>TOUTES LES COMPOSANTES SUIVANTES: C.3.12, C.3.13, C.3.14 et C.3.15</b>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Nombre total de membres de ménages</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 2.3</b>  Impact indirect: 1.4, 2.4, 8.2 et 10.1

<b>1.2.3</b>	<b>Ménages déclarant une pénurie d'eau réduite par rapport aux besoins de production</b>
<i>Définition</i>	<p>Ménages bénéficiaires interrogés qui affirment disposer désormais de <b>suffisamment</b> d'eau pour l'irrigation des cultures, l'aquaculture et l'élevage pendant les épisodes de sécheresse et la saison sèche.</p> <p>Cet indicateur permet de suivre les gains en matière de <b>disponibilité en eau</b>, qui peuvent découler de l'utilisation de technologies améliorées (plus économes en eau, par exemple), de la culture d'espèces moins exigeantes en eau, mais aussi d'une plus grande disponibilité en eau. Ces facteurs ont le même poids dans les environnements soumis à un stress hydrique, où vivent un grand nombre de membres du groupe cible du FIDA. La mobilisation de l'eau est soumise à une limite naturelle, en fonction de l'hydrologie et des zones climatiques; par conséquent, dans les zones sèches, l'utilisation efficace de l'eau est tout aussi importante pour maintenir la capacité de production.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>Les modules [C1] CULTURE et [C2] BÉTAIL ne s'appliquent qu'aux cultures et au bétail pertinents pour le projet (par exemple, les filières sélectionnées dans le cadre du projet).</p>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	Calcul basé sur l'enquête actuelle
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<p><i>Module [C] PRODUCTION</i></p> <p><i>[C0] RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION: C.0.1, C.0.2 et C.0.3</i></p> <p><i>[C1] CULTURE: C.1.5, C.1.6, C.1.7 et C.1.8</i></p> <p><i>[C2] BÉTAIL: C.2.0, C.2.1, C.2.4 et C.2.5</i></p>
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p><b>Disponibilité:</b></p> <p><b>Culture</b> – Si la réponse est oui aux composantes <b>C.1.7 ET C.1.8</b></p> <p><b>Bétail</b> – Si la réponse est oui à la composante <b>C.2.5</b></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Nombre total de membres de ménages</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 1.4, 2.4 et 12.2</p>

<b>1.2.4</b>	<b>Ménages déclarant une augmentation de la production</b>
<b>Définition</b>	Ménages bénéficiaires interrogés (exploitants pratiquant l'agriculture non irriguée et irriguée, propriétaires de bétail, pêcheurs, etc.) déclarant que les <b>activités appuyées par le projet</b> (formation, mise à disposition d'intrants, etc.) leur ont permis d'accroître le volume des récoltes des principales cultures, grâce à l'amélioration des rendements (autrement dit la quantité de produits récoltée par unité de superficie) ou à l'augmentation de la superficie cultivée par rapport à la situation antérieure au projet. Pour les céréales et les légumineuses, la production est généralement mesurée en tonnes ou en kilogrammes. L'indicateur peut également faire référence à l'augmentation de la production animale (par exemple, augmentation de la production laitière, réduction de la mortalité animale, meilleure fertilité) ou au volume des prises de poisson par rapport à la situation antérieure au projet.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.  Les modules [C1] CULTURE et [C2] BÉTAIL ne s'appliquent qu'aux cultures et au bétail pertinents pour le projet (par exemple, les filières sélectionnées dans le cadre du projet).  <i>Remarque: Pour ce qui est de la production végétale, il est possible, à titre de complément à l'enquête sur les effets et pour étoffer les données scientifiques sur les rendements réalisés, de recourir à une technique avancée, l'enquête par prélèvement des cultures, avec l'appui de ministères de l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou de centres de recherche agronomique, au besoin.</i>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel).
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<i>Module [C] PRODUCTION</i> <i>[C0] RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION: C.0.1, C.0.2, C.0.3, C.0.4 et C.0.6</i> <i>[C1] CULTURE: C.1.2 et C.1.14</i> <i>[C2] BÉTAIL: C.2.0, C.2.1, C.2.3, C.2.16, C.2.17, C.2.18, C.2.19, C.2.20, C.2.21, C.2.22, C.2.23 et C.2.24.</i> <b>Les questions C.2.17 à C.2.24 peuvent être adaptées selon le type de bétail (petit ou gros bétail) et le type de production (viande, lait, œuf, etc.).</b> <i>Exemple pour les activités liées à la production de lait ou d'œufs: Il convient d'ajouter des questions portant sur la production (production par animal s'il s'agit de lait) et la consommation personnelle pendant la période de référence en lieu et place des questions C.2.17 à C.2.24.</i> <i>[C3] PÊCHE: C.3.0, C.3.2, C.3.16, C.3.17, C.3.18 et C.3.19</i>
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<i>L'indicateur s'applique uniquement aux bénéficiaires ayant pris part à des activités appuyées par le projet visant à augmenter la production (par exemple, formation ou octroi d'intrants): aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet et les données collectées lors du IBRE correspondant aux questions C.1.2 (culture), C.2.3 (bétail) et C.3.2 (pêche).</i> <i>L'augmentation ou la diminution de la production ne doit être calculée que pour la culture expressément appuyée par le projet.</i> <b>Culture: C.1.14</b> <b>Pêche: C.3.17</b> <b>Bétail:</b> <b>Les calculs suivants sont applicables au gros bétail et à la production de viande.</b> <b>Augmentation par rapport à l'enquête précédente: C.2.16</b>
<b>Ventilation obligatoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Nombre total de membres de ménages</li> </ul>

<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 2.3</b> Impact indirect: 2.4 et 8.2
--	--

## Services financiers ruraux inclusifs

1.2.5	Ménages déclarant utiliser des services financiers ruraux
Définition	Ménages bénéficiaires interrogés qui se disent pleinement <b>satisfaits</b> des produits et des services financiers fournis avec l'aide du projet et qui déclarent avoir recours à ces produits et services pour investir dans une <b>activité productive ou rémunératrice</b> (par opposition à une utilisation pour la consommation ou à d'autres fins non productives).
Source et méthode de collecte des données	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.  <i>Remarque: Il est possible de compléter l'enquête sur les effets par des questions portant sur l'usage principal auquel les services financiers reçus seront affectés. Les données peuvent également être recueillies auprès des PSF, aux fins de recoupement. Les PSF devraient communiquer les données de leur indicateur se rapportant aux «usagers» (généralement dénommé «Nombre de clients ou de comptes actifs»).</i>
Unité interrogée	Enquête auprès des ménages
Mesure	Calcul basé sur l'enquête actuelle
Questions se rapportant aux IBRE	<b>MODULE [E] SERVICES FINANCIERS: E.0, E.1, E.2, E.6, E.9 et E.10</b>
Détermination de la valeur de l'indicateur	<i>L'indicateur concerne uniquement les bénéficiaires qui ont pris part à des activités appuyées par le projet, axées sur la finance rurale: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet et les informations obtenues pour les sous-modules E.0 et E.1 du questionnaire sur les indicateurs de base.</i>  <i>Ménage réputé utiliser des services financiers:</i> <b>SI</b> pour E.2 = oui à au moins un service financier <b>ET</b> E.6 = 1 (acheter des intrants) OU 2 (investir dans l'entreprise), OU 3 (actifs productifs) <b>ET</b> E.9 = 2 (plutôt satisfait) OU 1 (très satisfait) <b>ET</b> E.10 = OUI
Ventilation obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Nombre total de membres de ménages</li> </ul>
Cible des objectifs de développement durable  Direct/indirect	<b>Impact direct: 1.4</b> Impact indirect: 2.3, 9.3 et 8.10

<b>1.2.6</b>	<b>Prestataires de services financiers partenaires disposant d'un portefeuille à risque ≥ 30 jours inférieur à 5%</b>
<i>Définition</i>	<p>L'indicateur <b>portefeuille à risque (PAR)</b> correspond, pour un portefeuille de prêts, au risque de défaillance potentiel. Plus ce pourcentage est faible, plus le portefeuille de prêts est sain et moins il comporte de risques, et plus l'épargne des personnes est protégée. L'indicateur exprime la valeur de l'encours des prêts pour lesquels une échéance au moins est impayée depuis plus de 30 jours, en pourcentage de la valeur de l'ensemble du portefeuille des prêts en cours. Il convient d'inclure l'encours de tous les prêts renégociés, rééchelonnés et refinancés, car ceux-ci sont assortis d'un risque plus élevé que la normale, en particulier en cas de défaut sur un versement constaté après renégociation. Le calcul du PAR ≥ 30 jours s'effectue selon la formule suivante:</p> $\frac{\text{Solde de l'encours total des prêts accusant un retard de paiement supérieur à 30 jours}}{\text{Valeur brute du portefeuille de prêts}} \times 100$ <p>Un PAR ≥ 30 jours inférieur à 5% est généralement considéré comme une valeur de référence souhaitable et témoigne d'une bonne performance des PSF concernés.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Ce ratio devrait être calculé par les PSF eux-mêmes, qui devraient suivre régulièrement les données sur la portée des prêts et d'autres données de base sur leur portefeuille brut de prêts.</p> <p>Le pourcentage de PSF partenaires devrait correspondre à la proportion de PSF partenaires appuyés depuis le démarrage du projet et déclarant un PAR ≥ 30 jours inférieur à 5%.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	- Pourcentage
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 8.10</b></p> <p>Impact indirect: 2.3 et 9.3</p>

1.2.7	Prestataires de services financiers partenaires ayant une autonomie opérationnelle supérieure à 100%
Définition	<p>L'<b>autonomie opérationnelle</b> est un indicateur de performance dénotant la viabilité d'un PSF. Il montre dans quelle mesure un PSF couvre ses charges avec ses produits d'exploitation et dans quelle mesure il dépend des fonds des donateurs. Plus le pourcentage est élevé, plus le PSF est solide et viable.</p> <p>L'autonomie opérationnelle est mesurée en divisant les revenus financiers par la somme des frais financiers, des provisions constituées pour couvrir les pertes sur prêts, et des frais d'exploitation, selon la formule suivante:</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Produits financiers (inscrits au compte de résultat)</u></b>  <b>[Charges financières + provisions pour pertes sur prêts + charges d'exploitation]</b></p> <p>Un PSF viable devrait avoir un indice d'autonomie opérationnelle supérieur à 100% et, de préférence, d'au moins 120%. Dans l'idéal, le pourcentage de PSF partenaires devrait correspondre à la proportion de PSF partenaires figurant dans le portefeuille du FIDA qui déclarent une autonomie opérationnelle supérieure à 100%.</p> <p>Les organisations financières locales qui ne sont pas soumises à un calendrier et accumulent des fonds devraient être tenues de calculer leur autonomie opérationnelle.</p>
Source et méthode de collecte des données	L'autonomie opérationnelle doit être calculée par chaque PSF partenaire pour chaque agence ou bureau local participant. Le chiffre à communiquer au FIDA comprendra uniquement le nombre de PSF appuyés depuis le démarrage du projet dont l'autonomie opérationnelle est supérieure à 100%.
Ventilation obligatoire	- Pourcentage
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 8.1</b></p> <p>Impact indirect: 2.3 et 9.3</p>

## Nutrition

1.2.8	Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale
<i>Définition</i>	Femmes interrogées déclarant avoir un régime alimentaire diversifié, ce qui signifie qu'elles consomment des aliments appartenant à au moins 5 des 10 groupes alimentaires prescrits. Il s'agit d'un indicateur indirect permettant d'évaluer l'adéquation de la consommation de micronutriments (vitamines et minéraux, par exemple) par les femmes. C'est également un indicateur indirect de l'adéquation de l'apport nutritionnel au niveau des membres du ménage. La diversité alimentaire minimale devrait fournir une image plus large de l'apport nutritionnel d'un ménage, compte étant tenu que, dans la plupart des sociétés, les femmes sont plus susceptibles d'être vulnérables sur le plan nutritionnel dans la mesure où la distribution intra-ménage d'aliments nutritifs se fait à leur détriment dans des contextes pauvres en ressources, qui sont les principales cibles des opérations du FIDA. De plus, les femmes, et en particulier celles en âge de procréer (de 15 à 49 ans), sont plus vulnérables en raison de leurs besoins physiologiques en nutriments, qui sont plus élevés que ceux des hommes adultes.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.  Les points suivants sont à noter en particulier: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Il convient de s'assurer que la liste d'exemples associée à chaque catégorie est adaptée au contexte local.</li> <li>▪ Il convient de s'assurer que les agents enquêteurs ont une bonne connaissance des spécialités locales. Si la personne interrogée évoque un plat composé de plusieurs ingrédients, on lui demandera de décliner la liste complète de ces derniers, jusqu'à ce qu'elle réponde «rien d'autre».</li> </ul>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages, femmes dans la tranche d'âge de 15 à 49 ans
<b>Mesure</b>	Calcul basé sur l'enquête IBRE actuelle
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	[F] NUTRITION: [F1] CONTEXTE NUTRITIONNEL: F.1.0 et F.1.1 [F2] DIVERSITÉ ALIMENTAIRE: F.2.1 et F.2.2
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	L'indicateur ne s'applique qu'aux ménages bénéficiaires ayant participé à une activité soutenue par le projet conçue pour contribuer à améliorer la nutrition: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet et les données collectées lors d'une enquête IBRE correspondant à la question F.1.0, et de s'assurer qu'une femme de la tranche d'âge de 15 à 49 ans est disponible pour répondre à cette partie du questionnaire.  La classification des aliments en 10 groupes d'aliments est reprise dans le questionnaire (F.2.2). On demande aux femmes (de 15 à 49 ans) quels aliments elles ont consommés au cours des dernières 24 heures. Si leur régime alimentaire comprend des aliments qui peuvent être classés dans AU MOINS CINQ groupes d'aliments, on considère alors qu'elles ont satisfait aux exigences minimales de consommation de micronutriments. La quantité d'aliments consommée, pour chaque groupe d'aliments, doit s'élever à au moins 15 grammes.  <b>Il convient de consulter l'annexe II des Directives pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets, consacrée aux indicateurs relatifs à la nutrition et à l'autonomisation, pour obtenir un exemple de calcul pour l'estimation de l'indicateur 1.2.8 au niveau d'un projet à partir des résultats de l'enquête IBRE.</b>
<b>Ventilation obligatoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Femmes (nombre)</li> <li>- Femmes (%)</li> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage (nombre)</li> </ul>



<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 2.1</b> Impact indirect: 2.2 et 3.4
--	--

<b>1.2.9</b>	<b>Ménages ayant amélioré leurs connaissances, attitudes et pratiques (CAP) liées à la nutrition</b>
<i>Définition</i>	Ménages ciblés qui ont acquis des connaissances et adopté de bonnes attitudes et pratiques (CAP) en matière de nutrition. Cet indicateur est pertinent lorsqu'un projet repose sur l'éducation nutritionnelle, le conseil, des initiatives de communication visant à faire évoluer les comportements, la diffusion de messages sur la nutrition dans les médias, des démonstrations culinaires, etc. Il s'agit d'une mesure permettant de suivre l'évolution des comportements visés qui ont des effets négatifs sur la nutrition, tels que déterminés par une analyse de la situation nutritionnelle. Parmi ces évolutions figurent, entre autres, l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement de l'eau, l'amélioration des pratiques d'alimentation des enfants, l'apport de micronutriments, ainsi que la sécurité sanitaire des aliments et les pratiques culturelles alimentaires. Ces pratiques peuvent varier en fonction du contexte.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>Dans le modèle de questionnaire IBRE, le module consacré aux CAP comprend six composantes correspondant aux comportements les plus répandus ayant une incidence sur les résultats nutritionnels. Les six composantes sont: A. Eau et hygiène; B. Assainissement et hygiène; C. Sécurité sanitaire des aliments, hygiène et préparation; D. Apport de micronutriments; E. Pratiques alimentaires; F. Pratiques culturelles alimentaires. Les équipes de chaque projet doivent sélectionner au moins deux composantes en prenant pour appui les comportements les plus importants devant être promus dans le cadre du projet et qui permettent d'améliorer la nutrition. Il sera parfois nécessaire d'adapter les questions et les réponses types au contexte et aux pratiques nutritionnelles propres à la zone du projet. En outre, il conviendra peut-être de définir des modules supplémentaires si les caractéristiques du projet l'imposent (il est recommandé de les concevoir au cours de la phase de conception). La version finale du questionnaire correspondant aux composantes du module CAP devra être adaptée en fonction du contexte et parachevée avec le concours d'un spécialiste en nutrition avant la réalisation de l'enquête initiale.</p>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	Calcul basé sur l'enquête IBRE actuelle
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	[F] NUTRITION: [F1] CONTEXTE NUTRITIONNEL: F.1.0 et F.1.1 [F3] CAP
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p>L'indicateur prend uniquement en compte les ménages bénéficiaires qui ont participé à une activité appuyée par le projet conçue pour contribuer à améliorer la nutrition: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet et les données collectées lors de l'enquête IBRE correspondant à la question F.1.0.</p> <p>Un score CAP, exprimé en pourcentage, sera calculé à partir des réponses obtenues pour chaque composante sélectionnée.</p> <p>On attribuera un point pour chaque réponse adéquate, et le nombre total de points pour chaque composante sera converti en pourcentage. Le score CAP final correspond à la moyenne du score de chaque composante. Le coefficient de pondération sera le même pour toutes les composantes (sauf indication et justification contraires formulées dans le document de conception).</p> <p>Si le score CAP atteint un MINIMUM de 60%, on considérera que le ménage a satisfait aux exigences en matière d'amélioration des CAP liées à la nutrition.</p> <p>Exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Composante A. Eau et hygiène:</li> </ul> <p>5 réponses adéquates sur 6 questions: 85%</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Composante C. Sécurité sanitaire des aliments, hygiène et préparation: 5 réponses adéquates sur 9 questions: 55%</li> <li>▪ Composante E. Pratiques alimentaires/alimentation complémentaire – pour les mères d'enfants âgés de plus de 6 mois: 4 réponses adéquates sur 5 questions: 80%</li> <li>▪ Score CAP = <math>(85\% + 55\% + 80\%)/3 = 75\% &gt; 60\%</math></li> </ul> <p>Le ménage interrogé a satisfait les exigences en matière d'amélioration des CAP liées à la nutrition.</p> <p>Il convient de consulter l'annexe II des Directives pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets, consacrée aux indicateurs relatifs à la nutrition et à l'autonomisation, pour obtenir une description des CRITÈRES D'ADÉQUATION et un exemple de calcul pour l'estimation de l'indicateur 1.2.9 au niveau d'un projet à partir des résultats de l'enquête IBRE.</p>
<b>Ventilation obligatoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage (nombre)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.1</b></p> <p>Impact indirect: 2.2, 2.4 et 3.4</p>

## V. Objectif stratégique no 2: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données

**Objectif stratégique n° 2: Accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché**

### Indicateurs de produit

#### Diversification des entreprises et des possibilités d'emploi en milieu rural; organisations de producteurs ruraux

2.1.1	Entreprises rurales ayant accès à des services de développement commercial
<i>Définition</i>	<p>Entreprises rurales ayant eu accès aux services de développement commercial promus par le projet au cours de la période considérée. Les <b>entreprises rurales</b> sont des entreprises structurées qui ont un lieu d'implantation physique précis, sont normalement dotées d'un statut juridique, disposent d'un compte bancaire et comptent des employés. On classe également dans cette catégorie les activités pré-entrepreneuriales comme les initiatives de travail indépendant et les microentreprises dont les activités sont semi-structurées. On pourra prendre en considération les entreprises formelles et informelles, mais seules seront incluses les activités des secteurs en amont et en aval (transformation et commercialisation), les activités de production étant exclues<sup>25</sup>.</p> <p>Suivant la définition qui en est généralement donnée, les <b>services de développement commercial</b> visent à améliorer la performance de l'entreprise, son accès au marché et sa capacité à faire face à la concurrence. Cette catégorie inclut une gamme de services comme la formation aux activités génératrices de revenus et aux activités de valorisation, la gestion organisationnelle, les services de consultants et le conseil technique, la planification des activités, la commercialisation et les études de marché, le développement et le transfert de technologies, l'appui à la création de liens commerciaux, ou encore le contrôle de la qualité ou la certification des produits. Ces services peuvent être d'ordre stratégique (résolution de problèmes à moyen ou à long terme pour améliorer la performance) ou opérationnel (problèmes courants).</p> <p>Il <b>ne sera pas</b> rendu compte ici de l'appui financier fourni dans le cadre du projet (par exemple, appui au financement par actions, financement de démarrage, capital-risque, mécanismes d'assurance).</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.
<i>Ventilation obligatoire</i>	- Entreprises rurales (nombre)
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 8.2</b> Impact indirect: 1.4, 8.6, 9.3 et 10.2

<sup>25</sup> Remarque: Lors de la prise en compte de cet indicateur dans le calcul de l'indicateur de base 1 relatif à la portée «Personnes recevant des services promus ou appuyés par le projet», seuls les propriétaires et les copropriétaires des entreprises recevant des services financiers seront comptés parmi les personnes bénéficiaires des services.

2.1.2	<b>Personnes formées à des activités génératrices de revenus ou à la gestion d'entreprise</b>
<i>Définition</i>	<p>Correspond aux personnes qui ont bénéficié, au cours de la période considérée, d'une formation sur des thèmes en rapport avec des <b>activités génératrices de revenus</b>, notamment le traitement post-production, la transformation et la commercialisation. On inclut dans ces activités la production de fromage, la transformation à petite échelle de fruits, de viande et de produits laitiers, l'artisanat, le tissage, la broderie, le tricot, la couture, le filage de la laine, la conservation de produits agricoles, les techniques agro-industrielles, la manutention conforme aux normes de sécurité (utilisation de produits chimiques, pesticides) et à d'autres exigences de qualité, le conditionnement, l'information sur le marché et les procédures. La <b>formation professionnelle</b> est également incluse (par exemple, formation de forgerons, menuisiers, couturiers, tailleurs, coiffeurs, maçons et soudeurs).</p> <p>La formation à la <b>gestion d'entreprise</b> porte sur la gestion organisationnelle, la comptabilité, la gestion de la trésorerie et la commercialisation.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les données seront collectées par les prestataires de services ou les formateurs externes (si les sessions de formation sont externalisées) ou par le personnel du projet (si c'est lui qui assure la formation).</p> <p><i>Remarque: Si une même personne a suivi plusieurs formations consacrées au même sujet (que ce soit au cours des 12 derniers mois ou sur plusieurs années) dans le cadre d'une formation comportant plusieurs sessions, elle ne sera comptée qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnes ayant reçu une formation axée sur les activités génératrices de revenus ou sur la gestion des entreprises (total)</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 4.4</b></p> <p>Impact indirect: 4.3, 4.5, 8.2, 8.6 et 14.b</p>

2.1.3	<b>Organisations de producteurs ruraux ayant bénéficié d'un appui</b>
<i>Définition</i>	<p>Groupes (de premier niveau) d'agriculteurs ou d'autres producteurs ruraux, qu'ils soient ou non officiellement enregistrés, qui ont été nouvellement constitués ou créés, ou dont les capacités ont été renforcées avec l'appui du projet au cours de la période considérée, en vue d'améliorer la production végétale, animale ou halieutique, la transformation ou la commercialisation, et de fournir des services à leurs membres. Il convient de faire la distinction entre ces organisations de producteurs ruraux et les groupes constitués aux fins de la gestion des ressources naturelles (les groupes de gestion des ressources naturelles sont uniquement pris en compte dans le cadre de l'objectif stratégique n° 3).</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données seront collectées par les prestataires de services, les organisations de producteurs ruraux elles-mêmes ou l'équipe du projet (si c'est elle qui fournit l'appui).</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisations de producteurs ruraux ayant bénéficié d'un appui (nombre)</li> <li>- Effectifs totaux des organisations de producteurs (nombre de personnes)</li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> <li>- Organisations de producteurs ruraux soutenues qui sont dirigées par des femmes</li> </ul>

<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 2.3</b> Impact indirect: 16.7
<b>2.1.4</b>	<b>Producteurs ruraux ayant bénéficié d'un appui qui appartiennent à une organisation de producteurs ruraux</b>
<i>Définition</i>	Producteurs ruraux qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux appuyée par le projet, que celle-ci soit ou non officiellement enregistrée, au cours de la période considérée.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an. Les données seront collectées par les prestataires de services, les organisations de producteurs ruraux elles-mêmes ou l'équipe du projet (si c'est elle qui fournit l'appui).
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total de personnes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 2.3</b> Impact indirect: 5.5, 8.3, 12.8 et 16.7

## Infrastructures rurales

<b>2.1.5</b>	<b>Routes construites, remises en état ou modernisées</b>
<i>Définition</i>	Longueur totale, en kilomètres, des routes entièrement construites, remises en état ou modernisées (par exemple, routes de desserte transformées en routes asphaltées) au cours des 12 mois précédents. Tous les types de routes seront inclus: routes de desserte, routes revêtues et routes primaires, secondaires ou tertiaires.  Les routes pour lesquelles les travaux de construction ou de remise en état ont démarré au cours des 12 derniers mois, mais ne sont pas encore achevés, ne seront pas prises en compte.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Les données seront collectées dans le cadre des activités ordinaires de suivi-évaluation. Pour chaque route ou segment de route prévu, les relevés du projet devront inclure a minima les données de base suivantes sur les ouvrages: date de début et de fin du contrat, et nombre de kilomètres de routes prévus et effectivement construits, remis en état ou modernisés.

	<i>Remarque: Afin d'éviter un double comptage, on prendra uniquement en compte le nombre de kilomètres de routes pour lesquelles les ouvrages ont été entièrement achevés au cours de la période considérée (même si les travaux ont pu démarrer plus tôt). Les réalisations liées aux routes pour lesquelles les ouvrages ont démarré au cours de la période considérée, mais ne sont pas encore achevés, seront prises en compte au cours de la période couverte par le prochain rapport (ou à leur achèvement).</i>
Ventilation obligatoire	Longueur des routes (km)
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 9.1</b> Impact indirect: 2.3, 2.a et 2.c

<b>2.1.6</b>	<b>Installations de commercialisation, de transformation ou de stockage construites ou remises en état</b>
Définition	<p>Installations de commercialisation, de transformation ou de stockage qui ont été entièrement construites ou remises en état dans le cadre du projet au cours de la période considérée.</p> <p>Les <b>installations de commercialisation</b>, comme les marchés et les ombrières, sont les structures utilisées pour vendre les produits. Les <b>installations de transformation</b> incluent les équipements et les machines utilisés pour la transformation des produits agricoles (par exemple, les installations de meunerie, de décorticage, d'égrenage ou d'extraction), où intervient l'ajout de valeur. Les <b>installations de stockage</b> incluent les structures utilisées pour l'entreposage ou la préservation des produits à moyen ou à long terme. Les installations peuvent prendre la forme de structures de stockage sur l'exploitation comme des conteneurs ou de petits silos, ou d'installations dans le village ou la localité comme des entrepôts, des greniers ou de grands silos.</p>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les données seront collectées dans le cadre des activités ordinaires de suivi-évaluation. Pour chaque élément d'infrastructure prévu, les relevés du projet devront inclure au minimum les données de base suivantes sur les ouvrages: date de début du contrat et date d'achèvement prévue; type d'infrastructure (commercialisation, transformation ou stockage); date d'achèvement; volume et type de produits dont on prévoit la transformation ou le stockage annuellement.</p> <p><i>Remarque: Afin d'éviter un double comptage, l'information devrait uniquement porter sur l'infrastructure pour laquelle les ouvrages ont été entièrement achevés au cours de la période considérée (même si la construction a pu démarrer plus tôt). L'infrastructure pour laquelle les ouvrages ont démarré au cours de la période considérée, mais ne sont pas encore achevés, sera prise en compte au cours de la période couverte par le prochain rapport (ou à leur achèvement).</i></p>
Ventilation obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre total d'installations</li> <li>- Installations de commercialisation construites ou remises en état</li> <li>- Installations de transformation construites ou remises en état</li> <li>- Installations de stockage construites ou remises en état</li> </ul>
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 2.3</b> Impact indirect: 1.5, 2.a, 2.c, 9.4, 9.a et 12.3

## Indicateurs d'effet

### Diversification des entreprises et des possibilités d'emploi en milieu rural; organisations de producteurs ruraux

#### Indicateur d'effet 2.2.1

<b>2.2.1</b>	<b>Personnes ayant de nouveaux emplois / opportunités d'emploi</b>  Dans IFAD11, IB 1.1.1 a été formulé comme suit « Emplois créés ».
<b>Définition</b>	Nombre de nouveaux emplois permanents ou saisonniers récurrents agricoles et non agricoles qui ont été créés grâce aux activités prévues et menées depuis le démarrage du projet, correspondant soit à des travailleurs indépendants, soit à des salariés de microentreprises, de petites entreprises et de moyennes entreprises. Les emplois créés dans les organisations paysannes ayant bénéficié d'un appui du projet sont également inclus, mais les emplois temporaires créés pour une durée limitée (pour la construction de routes, par exemple) sont exclus.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.  <i>Il se peut que ces informations soient déjà disponibles dans le système de suivi-évaluation du projet. Si tel est le cas, il n'est pas nécessaire d'inclure les questions dans le questionnaire IBRE.</i> <i>Si elle est effectuée au moment de l'enquête IBRE, la collecte de données:</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sera menée au niveau des ménages, mais concernera les bénéficiaires impliqués dans les entreprises rurales mises en avant par le projet pour créer de l'emploi dans les entreprises rurales</li> <li>- concernera les organisations de producteurs qui bénéficient d'un appui dans le cadre du projet</li> </ul>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages ET/OU Échantillon d'organisations de producteurs
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel) pour déduire le nombre de <b>NOUVEAUX emplois créés</b>
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<b>[I] ENTREPRISES RURALES:</b> [I0] INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES RURALES [I2] EMPLOI DANS LES ENTREPRISES RURALES <b>[J] ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS:</b> J.5 et J.6
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	Données à collecter via des enquêtes spécifiques portant sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'enquête IBRE auprès des ménages, comprenant un échantillon d'entreprises rurales bénéficiant d'un appui (y compris sur des activités génératrices de revenus) et de bénéficiaires ayant suivi une formation professionnelle</li> <li>ET</li> <li>b) un échantillon d'organisations de producteurs ruraux</li> </ul> <b>Nombre d'emplois au moment de l'enquête:</b> = Nombre d'emplois dans les entreprises rurales + nombre d'emplois résultant de la formation professionnelle + nombre d'emplois dans les organisations de producteurs = I.21 + I.22 + I.23 + I.25 ... + J.6



<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveaux emplois</li> <li>- Titulaire de l'emploi – hommes</li> <li>- Titulaire de l'emploi – femmes</li> <li>- Titulaire de l'emploi – jeunes</li> <li>- Titulaire de l'emploi – personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Titulaire de l'emploi – personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 8.5</b> Impact indirect: 1.2, 2.3, 8.6 et 10.2

<b>2.2.2</b>	<b>Entreprises rurales soutenues signalant une augmentation de leurs bénéfices</b>
<i>Définition</i>	Entreprises rurales soutenues dans le cadre du projet qui font état, lors de l'enquête, d'une augmentation de leurs bénéfices au cours de la période considérée, tel que le fait ressortir l'évolution des ventes, des revenus et des dépenses. Le bénéfice est estimé en déduisant toutes les dépenses et tous les coûts récurrents du total des revenus ou des ventes.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>Les données peuvent être collectées ou les valeurs calculées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet à partir des chiffres sur les revenus et les dépenses qui devraient être enregistrés et tenus à jour par les entreprises bénéficiaires. Si tel est le cas, il n'est pas nécessaire d'inclure les questions dans le questionnaire IBRE.</p> <p>Si elle intervient lors de l'enquête IBRE, la collecte des données est effectuée au niveau des ménages, mais doit viser les bénéficiaires impliqués dans les entreprises rurales soutenues par le projet.</p>
<b>Unité interrogée</b>	Les questions qui portent sur les entreprises sont posées au niveau des ménages, mais doivent viser les bénéficiaires impliqués dans les entreprises rurales soutenues par le projet.
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initial</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel).
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<b>[I] ENTREPRISES RURALES:</b> <b>[I1] BÉNÉFICES DES ENTREPRISES RURALES</b>
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p>L'indicateur s'applique aux entreprises rurales soutenues dans le cadre du projet, qu'elles soient formelles ou informelles, et comprend les activités pré-entrepreneuriales telles que les initiatives de travail indépendant, les microentreprises ayant des activités semi-structurées ou les petites entreprises ayant des activités structurées.</p> <p>Le pourcentage déclaré devrait se rapporter au nombre total d'entreprises soutenues depuis le démarrage du projet – c'est-à-dire inclure la part d'entreprises qui ont cessé leurs activités.</p> <p>Bénéfices au moment de l'enquête  = Ventes – coûts  = I.1.1 – I.1.2</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'entreprises</li> <li>- Proportion d'entreprises (%)</li> </ul>

<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 1.2</b> Impact indirect: 8.2, 9.3 et 10.1
--	--

<b>2.2.3</b>	<b>Organisations de producteurs ayant conclu des partenariats, des accords ou des contrats officiels avec des entités publiques ou privées</b>
<i>Définition</i>	<p>Organisations de producteurs interrogées qui ont conclu des accords contractuels ou d'autres types d'accords avec d'autres parties prenantes de la filière ou des entités publiques, grâce au projet.</p> <p>Comprend les accords en amont et en aval (par exemple, la mise à disposition d'intrants ou les accords de vente) et les partenariats avec des entités publiques ou privées.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Enquête IBRE auprès des organisations de producteurs au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>Ce module d'enquête n'est pas mené au niveau des ménages, mais au niveau des organisations de producteurs soutenues par le projet; les questions doivent être adressées à une personne-ressource connaissant bien l'organisation.</p> <p><b><i>Il se peut que ces informations soient déjà disponibles dans le système de suivi-évaluation du projet. Si tel est le cas, il n'est pas nécessaire d'inclure les questions dans le questionnaire IBRE.</i></b></p>
<b>Unité interrogée</b>	Échantillon d'organisations de producteurs
<b>Mesure</b>	Calcul basé sur l'enquête actuelle
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<b>[J] ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS:</b> J.11 et J.12
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p>Données à collecter au moyen d'enquêtes spécifiques portant sur un échantillon des organisations de producteurs ruraux bénéficiant d'un appui.</p> <p>Nombre de partenariats = J.12</p>
<b>Ventilation obligatoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'organisations de producteurs</li> <li>- Nombre total de membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Femmes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Hommes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Jeunes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Personnes autochtones membres d'organisations de producteurs (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées membres d'organisations de producteurs (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 5.5, 8.2, 8.3 et 16.7</p>

<b>2.2.4</b>	<p><b>Organisations de producteurs ruraux (PR) soutenues, fournissant des services nouveaux ou améliorés</b></p> <p>Cet indicateur était auparavant formulé comme: Nombre de membres des organisations de producteurs ruraux soutenues déclarant que leur organisation fournit des services nouveaux ou améliorés</p>
<i>Définition</i>	Organisations rurales appuyées par le projet ayant développé une gamme de services améliorés ou plus diversifiés à l'intention de leurs membres, comme l'accès à des installations de stockage, de transformation ou de commercialisation, l'octroi de crédits, l'achat d'intrants et d'équipements, l'assistance technique ou les ventes groupées. Inclut les nouveaux services, ainsi que les services existants qui ont été améliorés grâce au renforcement des capacités organisationnelles.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Enquête IBRE auprès des organisations de producteurs au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>Ce module d'enquête n'est pas mené au niveau des ménages, mais au niveau des organisations de producteurs soutenues par le projet; les questions doivent être adressées à une personne-ressource connaissant bien l'organisation.</p> <p><b><i>Il se peut que ces informations soient déjà disponibles dans le système de suivi-évaluation du projet. Si tel est le cas, il n'est pas nécessaire d'inclure les questions dans le questionnaire IBRE.</i></b></p>
<b>Unité interrogée</b>	Échantillon d'organisations de producteurs
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel).
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<b>[J] ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS:</b> J.9 et J.10
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p>Données à collecter au moyen d'enquêtes spécifiques portant sur un échantillon des organisations de producteurs ruraux bénéficiant d'un appui.</p> <p><b>Nouveaux services:</b> comparaison de J.9 avec les données de référence  <b>Services améliorés:</b> en cas de recours accru aux services: comparaison de J.10</p>
Ventilation obligatoire  [Concerne uniquement les NOUVEAUX IBRE]	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'organisations de producteurs</li> <li>- Nombre total de membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Femmes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Hommes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Jeunes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Personnes autochtones membres d'organisations de producteurs (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées membres d'organisations de producteurs (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 5.5, 8.2 et 8.3</p>

<b>2.2.5</b>	<b>Organisations de producteurs ruraux faisant état d'une augmentation des ventes</b>
<i>Définition</i>	Organisations de producteurs interrogées déclarant avoir enregistré une augmentation des volumes de production vendus ou de la valeur des ventes par rapport à la situation antérieure au projet, grâce au soutien en matière de commercialisation offert dans le cadre du projet et à d'autres dispositifs d'appui axés sur le renforcement des capacités.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Enquête IBRE auprès des organisations de producteurs au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>Ce module d'enquête n'est pas mené au niveau des ménages, mais à celui des organisations de producteurs soutenues par le projet; les questions doivent être adressées à une personne-ressource connaissant bien l'organisation.</p> <p><b><i>Il se peut que ces informations soient déjà disponibles dans le système de suivi-évaluation du projet. Si tel est le cas, il n'est pas nécessaire d'inclure les questions dans le questionnaire IBRE.</i></b></p>
<b>Unité interrogée</b>	Échantillon d'organisations de producteurs
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel).
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<b>[J] ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS:</b> J.9 et J.10
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	Les données seront collectées au moyen d'enquêtes ad hoc menées auprès d'un échantillon d'organisations de producteurs ruraux bénéficiant d'un appui: J.8
<b>Ventilation obligatoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'organisations de producteurs ruraux</li> <li>- Nombre total de membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Femmes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Hommes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Jeunes membres d'organisations de producteurs</li> <li>- Personnes autochtones membres d'organisations de producteurs (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées membres d'organisations de producteurs (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 1.2</b></p> <p>Impact indirect: 2.3, 8.2, 9.3 et 10.1</p>

## Infrastructures rurales

<b>2.2.6</b>	<b>Ménages déclarant un meilleur accès physique aux installations de commercialisation, de transformation et de stockage</b>
<i>Définition</i>	Ménages bénéficiaires interrogés qui affirment, par rapport à la situation antérieure au projet: a) pouvoir désormais accéder plus facilement aux installations de commercialisation, de transformation ou de stockage dont ils ont besoin, et que b) ces installations sont pleinement fonctionnelles.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel) et calcul basé sur l'enquête actuelle.
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	MODULE [D] TRANSFORMATION ET ACCÈS AUX MARCHÉS MODULE [C1] PRODUCTION ET RESSOURCES NATURELLES: C.1.16 à C.1.21
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p>L'indicateur s'applique uniquement aux ménages bénéficiaires qui ont participé à une activité appuyée par le projet conçue pour contribuer à améliorer l'accès physique aux installations de commercialisation, de transformation et de stockage: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet.</p> <p>Selon les interventions du projet, certaines dimensions de ventilation (stockage, commercialisation et transformation) associées à cet indicateur peuvent ne pas s'appliquer. L'équipe de projet ne doit sélectionner que les questions correspondant aux activités appuyées dans le cadre du projet et aux changements attendus.</p> <p>Installations de stockage: C.1.16 à C.1.21 Installations de commercialisation: D.5 à D.9 Installations de transformation: D.1 à D.4</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<p>Pour chaque type d'installation applicable (commercialisation, transformation ou stockage):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages faisant état d'une amélioration de l'accès physique à *intitulé du type d'installation applicable* (nombre)</li> <li>- Ménages faisant état d'une amélioration de l'accès physique à *intitulé du type d'installation applicable* (%)</li> <li>- Taille des ménages (nombre de personnes)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 9.1</b></p> <p>Impact indirect: 1.4, 2.3, 2.c et 12.3</p>

## VI. Objectif stratégique no 3: Définitions des indicateurs de base, méthodes de mesure et sources des données

**Objectif stratégique n° 3: Renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales pauvres**

### Indicateurs de produit

#### Viabilité environnementale et changement climatique

3.1.1	Groupes bénéficiant d'un appui pour gérer de manière durable les ressources naturelles et les risques climatiques
<i>Définition</i>	<p>Groupes (qu'ils soient ou non enregistrés de façon officielle, communautés autochtones comprises) participant à la gestion des ressources naturelles (terrains de parcours, ressources collectives, ressources en eau, forêts, pâturages, lieux de pêche et autres ressources naturelles) à des fins de production agricole qui ont reçu un appui au titre du projet pour améliorer la durabilité des services fournis à la base de ressources et gérer les risques d'origine climatique. On tiendra compte également des groupes de gestion des ressources naturelles participant à la promotion des technologies et des pratiques de protection de l'environnement, à la lutte contre la déforestation et la désertification, et à la promotion d'initiatives axées sur la conservation du sol et de l'eau aux fins de prévention des risques d'origine climatique ou d'accroissement de la résilience face à ces risques.</p> <p>Les <b>risques d'origine climatique</b> sont les risques qui résultent des changements climatiques touchant des systèmes naturels et humains et des régions. On prévoit des risques directement liés aux changements climatiques, notamment pour les secteurs productifs fortement tributaires des ressources naturelles, comme l'agriculture, la pêche et la foresterie. L'objectif est, à terme, de permettre à ces personnes ou à ces groupes de prendre des décisions plus judicieuses et davantage axées sur la résilience, de manière à protéger leurs moyens d'existence des pertes et dommages susceptibles de résulter de phénomènes liés au climat.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les données seront collectées par les prestataires de services (si l'appui est fourni par des entités externes) ou par l'équipe du projet (si c'est elle qui fournit l'appui).</p> <p><i>Remarque: a) si un même groupe a reçu plus d'un type d'appui au cours de la période considérée, ce groupe ne sera compté qu'une seule fois pour éviter un double comptage; b) il ne sera pas rendu compte, dans les rapports annuels, des groupes formés ou appuyés au cours des années antérieures qui n'ont reçu aucun appui supplémentaire au cours de la période considérée.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Groupes bénéficiant d'un appui (nombre)</b></li> <li>- Effectifs totaux des groupes (nombre de personnes)</li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.4</b></p> <p>Impact indirect: 1.5, 2.3, 6.5, 13.1, 13.3, 14.7, 14.2 et 15.3</p>

3.1.2	Personnes bénéficiant de services d'information sur le climat
<i>Définition</i>	<p>Personnes ayant reçu des prévisions météorologiques, climatiques ou saisonnières ou des alertes rapides au sujet de catastrophes naturelles au cours de la période considérée, conformément aux procédures convenues par le gouvernement et d'autres fournisseurs de données. Cet indicateur inclut les personnes figurant sur les listes de destinataires des messages qui sont régulièrement contactées, ou les personnes utilisant le service. On inclura également les ménages ayant reçu, au cours de la période considérée (rapport annuel), des conseils concernant l'impact climatique attendu sur les cultures, l'élevage et la pêche pour leur permettre d'effectuer de meilleurs choix quant au type de pratiques agricoles à mettre en place, ainsi qu'au calendrier et aux zones de mise en application, et de prévenir, réduire ou gérer les risques.</p> <p>Cet indicateur fait uniquement référence aux <b>services d'information climatologique</b> fournis par l'intermédiaire des agents de vulgarisation, des équipes chargées de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de crise, des volontaires ou des dirigeants communautaires. S'agissant des supports de communication modernes, on prendra uniquement en compte les personnes recevant des textos (SMS). Les personnes sensibilisées au moyen des médias de masse (radio ou télévision) ne seront pas prises en compte au titre de cet indicateur.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les données seront collectées par les prestataires de services (si l'appui est fourni par des entités externes) ou par l'équipe du projet (si c'est elle qui fournit l'appui).</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Personnes bénéficiant de services d'information sur le climat</b></li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 13.3</b></p> <p>Impact indirect: 1.5, 2.3, 2.4, 4.5, 10.2, 12.8 et 13.1</p>



<b>3.1.3</b>	<b>Personnes ayant accès à des technologies contribuant à la fixation du carbone ou à la réduction des émissions de gaz à effet de serre</b>
<i>Définition</i>	<p>Personnes ayant eu accès, au cours de la période considérée (rapport annuel), à des sources d'énergie renouvelable ou à des technologies plus économes en énergie qui contribuent à la réduction des émissions de carbone et à la fixation de celui-ci en accroissant et en préservant les stocks de carbone retenus par la biomasse, aussi bien en surface (par exemple, par la conservation ou la régénération des écosystèmes dégradés) que sous le sol (matière organique du sol).</p> <p>On prendra également en compte les personnes qui ont bénéficié, au cours de la période considérée, de conseils ou d'une formation les incitant à modifier leurs méthodes d'utilisation des sols en foresterie et en agriculture (par exemple, gestion améliorée de l'élevage et des déjections animales, riziculture améliorée).</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les données seront collectées par les prestataires de services (si les modules technologiques sont fournis par des entités externes) ou par l'équipe du projet (si c'est elle qui fournit l'appui).</p> <p><i>Remarque: Si une même personne a reçu plus d'un module technologique pertinent au cours de la période considérée, elle ne sera comptée qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Nombre total de personnes ayant accès aux technologies</b></li> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> <li>- Jeunes</li> <li>- Personnes autochtones (si pertinent)</li> <li>- Personnes handicapées (si pertinent)</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i>  <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 7.1</b></p> <p>Impact indirect: 7.2, 2.4, 9.4, 12.a, 12.8, 13.1, 13.2, 13.3, 15.2 et 15.3</p>

3.1.4	Terres exploitées selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques
<i>Définition</i>	<p>Terres sur lesquelles des activités ont été entreprises en vue de régénérer les fonctions productives et protectrices de la terre, de l'eau et des écosystèmes naturels ou d'inverser les processus de dégradation dans le but de renforcer la résilience face à des vulnérabilités climatiques précises (rapport annuel).</p> <p>Voici quelques exemples de <b>pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques</b> ou d'investissements d'adaptation qui inversent le processus de dégradation et protègent les terres agricoles et les infrastructures de production: pratiques ciblées de gestion des exploitations et des paysages (par exemple, reboisement, boisement, gestion améliorée des parcours, gestion des bassins versants, lutte contre l'érosion, agroforesterie, élimination des espèces et des plantes adventices non indigènes, réintroduction d'espèces indigènes); infrastructures de conservation de la terre et de l'eau (terrasses et autres diguettes en courbes de niveau, et haies naturelles construites, plantées ou remises en état avec l'appui du projet pour prévenir l'érosion du sol et en maintenir l'humidité); établissement et gestion de zones tampons écologiques pour réduire l'impact des aléas climatiques (par exemple, ceintures vertes de mangrove, dunes de sable, zones de rétention des inondations, systèmes de protection contre les tempêtes, zones de reconstitution des nappes d'eau souterraines, brise-vent); aménagement de zones protégées et de couloirs de biodiversité pour rétablir la biodiversité et les services écosystémiques des paysages en péril.</p>
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les données seront collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, par les agriculteurs si ce sont eux qui effectuent les travaux de construction, ou par le personnel technique à partir des rapports périodiques établis par les entrepreneurs pour faire état de l'avancement des ouvrages.</p> <p><i>Remarque: Pour éviter tout double comptage, les rapports annuels devront uniquement couvrir les nouveaux périmètres ayant été entièrement achevés au cours de la période considérée.</i></p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	- Superficie en hectares
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.4</b></p> <p>Impact indirect: 6.4, 6.5, 12.2, 13.1, 13.2, 15.1, 15.2 et 15.3</p>

## Viabilité environnementale et changements climatiques

3.2.1	Gaz à effet de serre (éq. CO <sub>2</sub> ) dont l'émission a été évitée ou carbone fixé
Définition	<p>Cet indicateur montre si le projet a le potentiel (ou a réussi) d'éviter les émissions de gaz à effet de serre ou de fixer le carbone grâce à l'introduction et à l'adoption de technologies et de pratiques d'atténuation.</p> <p>En tant qu'indicateur d'effet, il n'est pas mesuré chaque année, mais trois fois au cours du cycle de vie des projets: à la conception (ex ante), à mi-parcours (partiellement ex post) et à la fin (ex post). Les résultats sont mis à jour à partir de la projection la plus récente. Chaque projection couvre un horizon temporel de 20 ans (qui commence au démarrage du projet, comme décrit ci-après) et est peu à peu affinée à partir des activités réellement réalisées.</p>
Source et méthode de collecte des données	Cet indicateur sera mesuré au moyen d'outils internationalement reconnus de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre comme l'outil d'évaluation préalable du bilan carbone ( <i>Ex-Ante Carbon-balance Tool</i> – EX-ACT) de la FAO. L'appui technique, la saisie des données et l'analyse des mesures seront assurés par la Division Environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG) du FIDA.
Ventilation obligatoire	<p><u>Au niveau agrégé</u>, l'indicateur mesure le total des GES dont l'émission a été évitée ou de carbone piégé (exprimé en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone) sur un horizon temporel de 20 ans (<b>tonnes éq. CO<sub>2</sub>/20 ans</b>), et couvre ainsi tout le cycle de vie du projet. Cet horizon temporel de 20 ans couvre la phase d'exécution du projet (qui dure généralement de 6 à 8 ans), pendant laquelle les activités du projet sont menées, mais aussi la «phase de capitalisation» des acquis (d'une durée habituelle de 12 à 14 ans, qui sera ajustée en fonction de la durée du projet pour obtenir une projection à 20 ans), pendant laquelle on peut encore constater l'impact des activités menées au titre du projet, par exemple sur la teneur du sol en carbone ou la biomasse.</p> <p><u>Ventilation obligatoire:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie en hectares</li> <li>- Tonnes éq. CO<sub>2</sub>/ha</li> <li>- Tonnes éq. CO<sub>2</sub>/20 ans</li> <li>- Éq. CO<sub>2</sub>/ha/an</li> </ul>
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct</b> /indirect	<p><b>Impact direct: 13.1</b></p> <p>Impact indirect: 2.1 et 2.3</p>

<b>3.2.2</b>	<b>Ménages déclarant avoir adopté des technologies et des pratiques écologiquement durables et favorisant la résilience face aux changements climatiques</b>
Définition	Bénéficiaires de projets ayant suivi une formation sur les pratiques écologiquement viables ou à la gestion des risques d'origine climatique, et qui déclarent: a) maîtriser pleinement ces pratiques; b) utiliser désormais de manière régulière ces technologies et pratiques.
Source et méthode de collecte des données	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.
Unité interrogée	Enquête auprès des ménages
Mesure	Calcul basé sur l'enquête actuelle
Questions se rapportant aux IBRE	<b>[G] DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES:</b> G.1, G.2, G.3, G.4, G.5, G.6, G.7 et G.8.
Détermination de la valeur de l'indicateur	L'indicateur vise uniquement les bénéficiaires qui ont reçu un appui du projet pour l'adoption de technologies et de pratiques écologiquement durables et favorisant la résilience face aux changements climatiques: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet et les informations obtenues pour les composantes G.1 et G.2 du questionnaire sur les indicateurs de base.  <b>Adoption:</b> Technologies et pratiques respectueuses de l'environnement – si la réponse est oui à <b>TOUTES les composantes suivantes: G.6, G.7 et G.8</b> Technologies et pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques – si oui à <b>TOUTES les composantes suivantes: G.3, G.4 et G.5</b>
Ventilation obligatoire	- Ménages (nombre) - Ménages (%) - Nombre total de membres de ménages
Cible des objectifs de développement durable <i>Direct/indirect</i>	<b>Impact direct: 13.1</b> Impact indirect: 1.5, 2.3, 2.4, 6.4, 12.2, 12.8 et 15.1

<b>3.2.3</b>	<b>Ménages déclarant une réduction significative du temps passé à collecter de l'eau ou du combustible</b>
Définition	Bénéficiaires du projet interrogés qui déclarent que le temps passé par les membres du ménage à collecter de l'eau potable ou du bois de chauffage, par jour ou par semaine, a été diminué de moitié.
Source et méthode de collecte des données	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.
Unité interrogée	Enquête auprès des ménages
Mesure	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b> (en l'absence de données antérieures, il convient de poser des questions de rappel).
Questions se rapportant aux IBRE	<b>[G] DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES:</b> G.9 et G.10

<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	<p>L'indicateur vise uniquement les bénéficiaires qui ont reçu un soutien du projet pour des interventions concernant les systèmes d'eau potable, les puits, les infrastructures de collecte des eaux pluviales, les routes rurales, les plantations d'arbres: aux fins de vérification, il convient de consulter les données du système de suivi-évaluation du projet.</p> <p>Bois ou combustible: Eau: G.1.10</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages (nombre)</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Nombre total de membres de ménages</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 2.3</b></p> <p>Impact indirect: 2.4, 5.4, 6.4 et 12.2</p>

3.2.4	Amélioration de la biodiversité au niveau des écosystèmes																																
Définition	<p>Cet indicateur montre si le projet a le potentiel (ou a réussi) d'améliorer la biodiversité au niveau des écosystèmes grâce à l'introduction et à l'adoption de pratiques améliorées dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres (AFAT). Ces activités sont décrites dans la méthodologie du Nature-based Solutions finance tracking du FIDA, cf. section des activités NbS.</p> <p>Au niveau agrégé, l'indicateur est mesuré en prenant la valeur de 1 (vrai) s'il y a une amélioration, et de 0 (faux) s'il n'y a pas d'amélioration [booléen]. L'indicateur repose sur une combinaison de deux sous-indicateurs : (i) la surface de biodiversité intacte (AIB), dérivée de la mesure de l'abondance moyenne des espèces, et (ii) le capital naturel moyen par ha (ANC), dérivé de valeurs des services écosystémiques. La biodiversité est améliorée au niveau des écosystèmes lorsqu'au moins un des deux sous-indicateurs est positif, tandis que l'autre sous-indicateur est au moins maintenu constant.</p> <p><b>Matrice BI de la biodiversité basée sur les écosystèmes</b></p> <table><tr><th>EcoB BI</th><th><math>\Delta_{AIB}</math></th><th><math>\Delta_{ANC}</math></th><th>Déscription</th></tr><tr><td>Biodiversité accrue</td><td>↗</td><td>↗</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> positif et <math>\Delta_{ANC}</math> positif</td></tr><tr><td>Biodiversité accrue</td><td>↗</td><td>→</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> positif et <math>\Delta_{ANC}</math> constant</td></tr><tr><td>Biodiversité accrue</td><td>→</td><td>↗</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> constant et <math>\Delta_{ANC}</math> positif</td></tr><tr><td>Biodiversité stable</td><td>→</td><td>→</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> constant et <math>\Delta_{ANC}</math> constant</td></tr><tr><td>Biodiversité décru</td><td>→</td><td>↘</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> constant et <math>\Delta_{ANC}</math> négatif</td></tr><tr><td>Biodiversité décru</td><td>↘</td><td>→</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> négatif et <math>\Delta_{ANC}</math> constant</td></tr><tr><td>Biodiversité décru</td><td>↘</td><td>↘</td><td><math>\Delta_{AIB}</math> négatif et <math>\Delta_{ANC}</math> négatif</td></tr></table>	EcoB BI	$\Delta_{AIB}$	$\Delta_{ANC}$	Déscription	Biodiversité accrue	↗	↗	$\Delta_{AIB}$ positif et $\Delta_{ANC}$ positif	Biodiversité accrue	↗	→	$\Delta_{AIB}$ positif et $\Delta_{ANC}$ constant	Biodiversité accrue	→	↗	$\Delta_{AIB}$ constant et $\Delta_{ANC}$ positif	Biodiversité stable	→	→	$\Delta_{AIB}$ constant et $\Delta_{ANC}$ constant	Biodiversité décru	→	↘	$\Delta_{AIB}$ constant et $\Delta_{ANC}$ négatif	Biodiversité décru	↘	→	$\Delta_{AIB}$ négatif et $\Delta_{ANC}$ constant	Biodiversité décru	↘	↘	$\Delta_{AIB}$ négatif et $\Delta_{ANC}$ négatif
EcoB BI	$\Delta_{AIB}$	$\Delta_{ANC}$	Déscription																														
Biodiversité accrue	↗	↗	$\Delta_{AIB}$ positif et $\Delta_{ANC}$ positif																														
Biodiversité accrue	↗	→	$\Delta_{AIB}$ positif et $\Delta_{ANC}$ constant																														
Biodiversité accrue	→	↗	$\Delta_{AIB}$ constant et $\Delta_{ANC}$ positif																														
Biodiversité stable	→	→	$\Delta_{AIB}$ constant et $\Delta_{ANC}$ constant																														
Biodiversité décru	→	↘	$\Delta_{AIB}$ constant et $\Delta_{ANC}$ négatif																														
Biodiversité décru	↘	→	$\Delta_{AIB}$ négatif et $\Delta_{ANC}$ constant																														
Biodiversité décru	↘	↘	$\Delta_{AIB}$ négatif et $\Delta_{ANC}$ négatif																														
Source et méthode de collecte des données	<p>Cet indicateur sera mesuré au moyen de l'outil « Adaptation, Biodiversity and Carbon Mapping (ABC-Map) Tool » de la FAO.</p> <p>L'équipe chargée de la biodiversité au sein de la division Environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG) du FIDA fournira un appui technique, des données et des analyses pour les mesures.</p> <p>En tant qu'indicateur d'effet, il n'est pas mesuré chaque année, mais trois fois au cours du cycle de vie des projets: lors de la conception (ex ante), lors de la</p>																																

	révision à mi-parcours (partiellement ex post) et lors de l'achèvement du projet (ex post). Les résultats sont mis à jour sur la base de la dernière évaluation de l'impact projeté. Chaque projection couvre l'horizon temporel du projet (depuis le début du projet, décrit ci-dessus) et devient plus précise, sur la base des activités effectivement réalisées.
<i>Ventilation obligatoire</i>	<u>Ventilation obligatoire:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie de la biodiversité intacte (AIB) en ha</li> <li>- Capital naturel moyen par ha (ANC) en US\$/ha</li> <li>- Indicateur basé sur les écosystèmes en 0 ou 1</li> </ul>
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 15.1, 15.5, et 15.9</b> Impact indirect: 13.1

## VII. Indicateurs transversaux: définitions, méthodes de mesure et sources des données

### Indicateurs relatifs aux politiques

#### Indicateurs de produit

Politique 1	Supports de connaissances relatifs aux politiques ayant été achevés
<i>Définition</i>	Analyses des politiques, documents de recherche, documents de travail, études, stratégies, textes législatifs, règlements ou autres documents concernant les politiques élaborés dans le cadre des objectifs globaux du projet.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Les données se rapportant à cet indicateur peuvent être collectées auprès des institutions juridiques nationales compétentes, ou au moyen d'enquêtes qualitatives menées auprès des parties prenantes concernées.
<i>Ventilation obligatoire</i>	Nombre
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 2.3</b> Impact indirect: 5.5, 8.3, 12.1, 16.7, 16.10, 17.3, 17.6, 17.9, 17.13, 17.14 et 17.17

Politique 2	Plateformes multipartites en service bénéficiant d'un appui
<i>Définition</i>	Plateformes, groupes ou tables rondes auxquels participent différents producteurs ruraux locaux, des partenaires du secteur privé, des prestataires de services locaux, des représentants des autorités locales, de l'administration centrale ou des institutions financières ayant reçu un appui au cours de la période considérée (rapport annuel), l'objectif étant d'entamer une concertation sur les politiques et d'améliorer le contexte de l'investissement rural. Sont également inclus les nouveaux forums et plateformes créés au cours de la période considérée, ainsi que les plateformes et forums existants ayant reçu un appui au cours de la même période.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Les données se rapportant à cet indicateur peuvent être collectées auprès des institutions juridiques nationales compétentes, ou au moyen d'enquêtes qualitatives menées auprès des parties prenantes concernées.
<i>Ventilation obligatoire</i>	- Nombre
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	<b>Impact direct: 16.7</b> Impact indirect: 2.3, 13.2, 17.3, 17.6, 17.7 et 17.16

## Indicateur d'effet

Politique 3	Lois, réglementations, politiques ou stratégies existantes ou nouvelles soumises aux décideurs pour approbation, ratification ou modification
<i>Définition</i>	Nouvel indicateur dont l'élaboration doit être poursuivie avant le début du cycle de FIDA12.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Les données se rapportant à cet indicateur peuvent être collectées auprès des institutions juridiques nationales compétentes, ou au moyen d'enquêtes qualitatives menées auprès des parties prenantes concernées.
<i>Ventilation obligatoire</i>	Nombre
<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct/indirect</b>	Impact indirect: 2.3, 5.5, 8.3, 13.2 et 16.7

## Retour d'information des parties prenantes

SF 2.1	Ménages satisfaits des services appuyés par le projet
<i>Définition</i>	Ménages déclarant: a) avoir facilement eu accès à ou utilisé les services fournis par les entités publiques ou privées appuyées par le projet, et b) être satisfaits de la qualité des services fournis par les entités publiques ou privées appuyées par le projet. L'indicateur permet de déterminer si les principaux services fournis par les entités publiques ou privées soutenues par le projet répondent de manière satisfaisante aux besoins des groupes cibles vis-à-vis de la production, de l'entreprise, de l'emploi et des moyens d'existence. L'indicateur évalue de manière indirecte: 1) la capacité du projet à prendre en compte les avis et à répondre aux besoins des groupes cibles au moment de la conception, de la réalisation et de l'adaptation des services; 2) l'impact des activités de renforcement des capacités des prestataires de services sur l'amélioration de leurs prestations.
<b>Source et méthode de collecte des données</b>	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.  Il convient de poser des questions distinctes pour chacun des principaux services fournis par les entités publiques ou privées appuyées par le projet (on recensera tout au plus trois services principaux par projet), qui seront définies lors de la phase de conception (ou de démarrage) du projet. Les critères de sélection des principaux services fournis peuvent inclure le nombre de bénéficiaires prévu et le budget alloué au service.
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages
<b>Mesure</b>	Calcul basé sur l'enquête actuelle
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<b>[H1] ACCÈS À ET UTILISATION DES SERVICES: H.1.1, H.1.2 et H.1.3</b>
<b>Détermination de la valeur de l'indicateur</b>	On considérera que les ménages sont satisfaits des services fournis dans le cadre du projet si, pour CHAQUE service dont ils ont bénéficié, ils sont parvenus à y avoir accès ou à l'utiliser facilement ET se retiennent satisfaits de sa qualité. Ménage satisfait: SI QUAND K.1 = 1 ALORS [(K.2 = 3 OU 4) ET (K.3 = 3 OU 4)] POUR CHAQUE service.
<i>Ventilation obligatoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage</li> </ul>



<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 16.7</b> Impact indirect: 1.4, 2.3 et 2.a
--	--

<b>SF 2.2</b>	<b>Ménages déclarant pouvoir influencer la prise de décisions des autorités locales et des prestataires de services appuyés par le projet</b>
Définition	Ménages appartenant à des groupes ou à des organisations appuyées par des projets qui déclarent: a) avoir de l'influence sur les décisions prises au sein du groupe ou de l'organisation soutenus par le projet auxquels ils appartiennent, et b) que le groupe ou l'organisation appuyés par le projet dont ils sont membres peuvent influencer les décisions des autorités locales et des prestataires de services appuyés dans le cadre des projets.
Source et méthode de collecte des données	Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.
Unité interrogée	Enquête auprès des ménages
Mesure	Calcul basé sur l'enquête actuelle
Questions se rapportant aux IBRE	<b>[H2] APPARTENANCE À UN GROUPE ET INFLUENCE: H.2.1, H.2.2, H.2.3 et H.2.4</b>
Détermination de la valeur de l'indicateur	<p>L'indicateur vise uniquement les organisations ou groupes locaux soutenus par le projet, tandis que le module [H2] APPARTENANCE À UN GROUPE ET INFLUENCE couvre toute organisation ou tout groupe local auquel la personne interrogée pourrait appartenir. Par conséquent, aux fins de l'interprétation et de la détermination de la valeur de cet indicateur, il convient, pour chaque organisation ou groupe sélectionné à la question H.2.1, de déterminer si cette organisation ou ce groupe sont appuyés par le projet.</p> <p>On considérera que les ménages sont capables d'influencer la prise de décisions des autorités locales et des prestataires de services soutenus par le projet:</p> <p>SI, pour <b>au moins UN groupe appuyé par le projet</b> auquel ils appartiennent, ils sélectionnent la réponse «3» (Dans une assez large mesure) ou la réponse «4» (Dans une très large mesure) aux questions H.2.3 ET H.2.4.</p>
Ventilation obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages</li> <li>- Ménages (%)</li> <li>- Membres du ménage</li> </ul>
Cible des objectifs de développement durable <b>Direct/indirect</b>	<p><b>Impact direct: 16.7</b></p> <p>Impact indirect: 5.c, 8.3 et 10.2</p>

## Autonomisation

IE 2.1	Personnes présentant une amélioration de l'autonomisation
Définition	<p>L'indicateur d'autonomisation du FIDA est un indice fondé sur l'<b>indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture</b> au niveau des projets (pro-WEAI), qui a été mis au point par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, l'Oxford Poverty and Human Development Initiative et l'Agence des États-Unis pour le développement international. Selon le même principe que le pro-WEAI, l'indicateur IE 2.1 s'inscrit dans le droit fil d'un cadre d'autonomisation<sup>26</sup> décrivant l'autonomisation comme le processus d'évolution de trois dimensions interdépendantes: les ressources, la capacité d'action (agencéité) et les réalisations. Cet indicateur porte principalement sur la mesure de l'agencéité, c'est-à-dire de la capacité des personnes d'effectuer des choix stratégiques, alors qu'elles n'en étaient pas capables auparavant (Malapit <i>et al</i>, 2019).</p> <p>L'indicateur d'autonomisation du FIDA vise à mesurer l'autonomisation des individus vivant dans les collectivités où sont exécutés les projets du Fonds, dans les domaines d'intérêt pour ses opérations. L'IE 2.1 comprend 10 des 12 dimensions de l'indice pro-WEAI et cible principalement les dimensions que le FIDA peut influencer par l'intermédiaire de l'appui aux activités. Chaque dimension est mise en correspondance avec l'un des trois domaines d'autonomisation, <b>agencéité intrinsèque</b> (pouvoir intérieur), <b>agencéité instrumentale</b> (pouvoir de) et <b>agencéité collective</b> (synergie), qui sont étroitement liés à la définition de l'autonomisation.</p> <p>Les dimensions sont organisées comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Agencéité intrinsèque:</b> autonomie de revenus, auto-efficacité et attitudes à l'égard de la violence au sein du couple.</li> <li>▪ <b>Agencéité instrumentale:</b> contribution aux décisions productives, possession de terres et d'autres actifs, accès aux services financiers et décisions relatives à ces services (s'ils sont fournis au titre du projet appuyé par le FIDA), contrôle de l'utilisation des revenus et équilibre entre vie professionnelle et vie privée.</li> <li>▪ <b>Agencéité collective:</b> appartenance à un groupe et appartenance à des groupes influents.</li> </ul> <p><i>L'indicateur doit être ventilé par sexe aux fins de comparaison entre l'autonomisation des femmes et l'autonomisation des hommes.</i></p>
Source et méthode de collecte des données	<p>Enquête IBRE au début du projet, à mi-parcours et à l'achèvement. Les données correspondant à ces trois moments distincts doivent être consignées dans le SGRO.</p> <p>L'unité de l'enquête correspond au ménage, mais le sexe de la personne interrogée est une information indispensable, car il est important de s'assurer que la proportion de femmes et d'hommes interrogés correspond à la proportion de femmes et d'hommes ciblés par le projet.</p> <p>Si le projet est défini comme porteur de transformations en matière de genre, le questionnaire IBRE devra inclure l'intégralité des questions portant le préfixe <b>IE 2.1</b> (NUMÉRO de l'indicateur de base du FIDA relatif à l'autonomisation) des modules du questionnaire IBRE, ainsi que l'intégralité des questions figurant dans les sous-modules du module [H] PARTICIPATION ET AUTONOMISATION consacrés à l'autonomisation, dont la liste figure ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>[H2] APPARTENANCE À UN GROUPE ET INFLUENCE</li> <li>[H3] RÉPARTITION DU TEMPS</li> <li>[H4] AUTONOMIE DANS LA PRISE DE DÉCISIONS</li> </ul>

<sup>26</sup> Kabeer, 1990 et 2005.

	<p>[H5] NOUVELLE ÉCHELLE GÉNÉRALE D'AUTO-EFFICACITÉ [H6] ATTITUDES À L'ÉGARD DE LA VIOLENCE DOMESTIQUE</p> <p>On notera que le sous-module [H6] «Attitudes à l'égard de la violence domestique» est obligatoire. Toutefois, étant donné que ce thème revêt un caractère délicat dans certains contextes, l'équipe du projet pourrait se rapprocher de l'équipe d'exécution du projet et de l'équipe chargée des questions de genre de la division ECG pour obtenir des conseils sur la façon de collecter au mieux les données.</p> <p>Il convient également de noter que, dans le cas des sous-modules [H3] à [H6], l'équipe de projet pourrait souhaiter interroger l'homme ET la femme AU SEIN du ménage pour un sous-ensemble spécifique de projets. Il est recommandé, mais pas obligatoire, dans la mesure où cette approche appelle des ressources supplémentaires (temps, budget et capacités), que l'équipe du projet sollicite si nécessaire l'appui de l'équipe d'exécution des projets et de l'équipe chargée des questions de genre de la division ECG.</p>
<b>Unité interrogée</b>	Enquête auprès des ménages, personnes bénéficiaires, selon la proportion de femmes ou d'hommes ciblés par le projet
<b>Mesure</b>	<b>COMPARAISON des résultats avec les données de l'enquête initiale</b>
<b>Questions se rapportant aux IBRE</b>	<p><b>Toutes les questions assorties du préfixe IE 2.1 (NUMÉRO de l'indicateur de base):</b></p> <p>[B] LOGEMENT ET BIENS: B.1.2, B.2.1, B.2.2, B.2.3 et B.2.4.</p> <p>[C] PRODUCTION ET RESSOURCES NATURELLES: C.0.1, C.0.3, C.0.7, C.1.3, C.1.4, C.1.15, C.1.22, C.1.23, C.2.0, C.2.1, C.2.7, C.2.8, C.2.9, C.2.10, C.2.11, C.3.3, C.3.4, C.3.5 et C.3.6.</p> <p>[E] SERVICES FINANCIERS: E.1, E.2, E.3, E.4, E.5, E.7, E.8 et E.10.</p> <p>[F] NUTRITION: F.1.2 et F.1.3.</p> <p>[I] ENTREPRISES RURALES: I.0.2, I.1.3 et I.2.1.</p> <p><b>Ainsi que des sous-modules relatifs à l'autonomisation:</b></p> <p>[H] PARTICIPATION ET AUTONOMISATION:</p> <p>[H2] APPARTENANCE À UN GROUPE ET INFLUENCE</p> <p>[H3] RÉPARTITION DU TEMPS</p> <p>[H4] AUTONOMIE DANS LA PRISE DE DÉCISIONS</p> <p>[H5] NOUVELLE ÉCHELLE GÉNÉRALE D'AUTO-EFFICACITÉ</p> <p>[H6] ATTITUDES À L'ÉGARD DE LA VIOLENCE DOMESTIQUE</p>

Détermination de la valeur de l'indicateur	<p>L'indicateur vise uniquement les personnes qui ont bénéficié d'une activité appuyée par le projet ou qui y ont participé: aux fins de vérification, il convient de consulter le système de suivi-évaluation du projet.</p> <p>La pondération est la même pour chaque dimension, et les réponses apportées aux questions s'y rapportant se verront attribuer une note (1: adéquat et 0: non adéquat).</p> <p><b>Il convient de consulter l'annexe II des Directives pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets, consacrée aux indicateurs relatifs à la nutrition et à l'autonomisation, pour obtenir une description des CRITÈRES D'ADÉQUATION et un exemple de calcul pour l'estimation de l'indicateur IE 2.1 au niveau d'un projet à partir des résultats de l'enquête IBRE.</b></p> <p>À partir de la note attribuée à chaque dimension, on obtiendra un score d'autonomisation, que l'on exprimera ensuite en pourcentage. La pondération est la même pour chaque dimension.</p> <p><b>Le score obtenu doit ensuite être comparé au score de référence pour déterminer s'il y a eu ou non augmentation.</b></p> <p><b>Exemple 1 pour une personne:</b></p>		
	Enquête IBRE	Début du projet	Mi-parcours
	<b>Dimensions:</b> <b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Autonomie de revenus:</li> <li>Auto-efficacité:</li> <li>Attitudes à l'égard de la violence au sein du couple:</li> </ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution aux décisions relatives à la production:</li> <li>Possession de terres et d'autres actifs:</li> <li>Accès aux services financiers et prise de décisions dans ce domaine:</li> <li>Contrôle de l'utilisation des revenus:</li> <li>Équilibre entre vie professionnelle et vie privée:</li> </ul> <b>Agencéité collective:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appartenance à un groupe:</li> <li>Appartenance à des groupes influents:</li> </ul>	<b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> </ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Non adéquat: 0 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> </ul> <b>Agencéité collective</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Non adéquat: 0 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> </ul>	<b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> </ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Adéquat: 1 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> </ul> <b>Agencéité collective</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Non adéquat: 0 pt</li> <li>Non adéquat: 0 pt</li> </ul>
	Total des points:	4 points (sur 10)	6 points (sur 10)
	Score d'autonomisation:	40%	60%

	<b>De manière générale, la personne interrogée a connu une amélioration en matière d'autonomisation.</b>														
	<b>Exemple 2 pour une personne:</b>														
	<table><tr><th>Enquête IBRE</th><th>Référence</th><th>Mi-parcours</th></tr><tr><td><b>Dimensions:</b> <b>Agencéité intrinsèque</b><ul style="list-style-type: none"><li>Autonomie de revenus:</li><li>Auto-efficacité:</li><li>Attitudes à l'égard de la violence au sein du couple:</li></ul><b>Agencéité instrumentale</b><ul style="list-style-type: none"><li>Contribution aux décisions relatives à la production:</li><li>Possession de terres et d'autres actifs:</li><li>Accès aux services financiers et prise de décisions dans ce domaine:</li><li>Contrôle de l'utilisation des revenus:</li><li>Équilibre entre vie professionnelle et vie privée:</li></ul><b>Agencéité collective:</b><ul style="list-style-type: none"><li>Appartenance à un groupe:</li><li>Appartenance à des groupes influents:</li></ul></td><td><b>Agencéité intrinsèque</b><ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: <b>1 pt</b></li></ul><b>Agencéité instrumentale</b><ul style="list-style-type: none"><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Non adéquat: <b>0 pt</b></li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul><b>Agencéité collective</b><ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul></td><td><b>Agencéité intrinsèque</b><ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Non adéquat: <b>0 pt</b></li></ul><b>Agencéité instrumentale</b><ul style="list-style-type: none"><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: <b>1 pt</b></li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul><b>Agencéité collective</b><ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul></td></tr><tr><td>Total des points:</td><td>4 points (sur 10)</td><td>4 points (sur 10)</td></tr><tr><td>Score d'autonomisation:</td><td>40%</td><td>40%</td></tr></table>	Enquête IBRE	Référence	Mi-parcours	<b>Dimensions:</b> <b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Autonomie de revenus:</li><li>Auto-efficacité:</li><li>Attitudes à l'égard de la violence au sein du couple:</li></ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Contribution aux décisions relatives à la production:</li><li>Possession de terres et d'autres actifs:</li><li>Accès aux services financiers et prise de décisions dans ce domaine:</li><li>Contrôle de l'utilisation des revenus:</li><li>Équilibre entre vie professionnelle et vie privée:</li></ul> <b>Agencéité collective:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Appartenance à un groupe:</li><li>Appartenance à des groupes influents:</li></ul>	<b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: <b>1 pt</b></li></ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Non adéquat: <b>0 pt</b></li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul> <b>Agencéité collective</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul>	<b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Non adéquat: <b>0 pt</b></li></ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: <b>1 pt</b></li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul> <b>Agencéité collective</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul>	Total des points:	4 points (sur 10)	4 points (sur 10)	Score d'autonomisation:	40%	40%		
Enquête IBRE	Référence	Mi-parcours													
<b>Dimensions:</b> <b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Autonomie de revenus:</li><li>Auto-efficacité:</li><li>Attitudes à l'égard de la violence au sein du couple:</li></ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Contribution aux décisions relatives à la production:</li><li>Possession de terres et d'autres actifs:</li><li>Accès aux services financiers et prise de décisions dans ce domaine:</li><li>Contrôle de l'utilisation des revenus:</li><li>Équilibre entre vie professionnelle et vie privée:</li></ul> <b>Agencéité collective:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Appartenance à un groupe:</li><li>Appartenance à des groupes influents:</li></ul>	<b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: <b>1 pt</b></li></ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Non adéquat: <b>0 pt</b></li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul> <b>Agencéité collective</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul>	<b>Agencéité intrinsèque</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Non adéquat: <b>0 pt</b></li></ul> <b>Agencéité instrumentale</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li><li>Adéquat: <b>1 pt</b></li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul> <b>Agencéité collective</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Adéquat: 1 pt</li><li>Non adéquat: 0 pt</li></ul>													
Total des points:	4 points (sur 10)	4 points (sur 10)													
Score d'autonomisation:	40%	40%													
	<b>De manière générale, la personne interrogée n'a pas connu d'amélioration en matière d'autonomisation. Toutefois, une analyse de l'évolution pour chaque domaine d'autonomisation permettrait de mieux comprendre le mécanisme sous-tendant l'évolution de l'autonomisation au niveau de l'indicateur. Les attitudes à l'égard de la violence au sein du couple sont contrebalancées par le contrôle de l'utilisation des revenus.</b>														
Ventilation obligatoire	<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre total de personnes</li><li>- Proportion totale de personnes (%)</li><li>- Femmes (nombre)</li><li>- Femmes (%)</li><li>- Hommes (nombre)</li><li>- Hommes (%)</li></ul>														

<i>Cible des objectifs de développement durable</i> <b>Direct</b> /indirect	<b>Impact direct: 10.2</b> Impact indirect: 1.4, 5.4, 5.5, 5.a, 5.c et 16.7
--	--

## VIII. Indicateurs de l'ASAP

Les indicateurs ci-après sont établis pour les projets ayant reçu des fonds pour financer l'action climatique au titre de la première phase du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP1). Les résultats de l'ASAP1 sont compilés au niveau du portefeuille et sont publiés chaque année dans une annexe spécifique du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement.

### ASAP1

ASAP1	<b>Membres de ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets des changements climatiques</b>  <b>REMARQUE: CET INDICATEUR EST OBLIGATOIRE POUR TOUS LES PROJETS DE L'ASAP</b>
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur mesure les bénéfices aussi bien directs qu'indirects que retirent les membres des ménages des mesures financées au titre de l'ASAP pour gérer certains risques et vulnérabilités face aux changements climatiques.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> <u>Au niveau agrégé</u>, cet indicateur inclut tous les membres de ménages qui ont bénéficié des activités du projet relevant de l'ASAP, que ce soit directement ou indirectement (par exemple, formations, services financiers, intégration aux nouveaux groupements, etc.). S'il se peut que tous les membres des ménages ne participent pas aux activités d'un projet donné, et s'il peut exister des inégalités en matière de répartition des richesses et des avantages dans certains ménages, les projets appuyés par le FIDA ont pour vocation d'améliorer les résultats en matière de développement des familles dans leur ensemble. En l'absence de données détaillées sur le nombre de membres des ménages, ce chiffre peut être obtenu en multipliant le nombre de ménages bénéficiaires par l'effectif moyen des familles de la zone d'intervention du projet. Cette donnée est souvent précisée dans les documents de conception des projets. Il est important de veiller à utiliser les chiffres les plus récents se rapportant à la taille moyenne des ménages, car ces données statistiques sont susceptibles d'évoluer pendant toute la durée du projet.</p> <p><u>Au niveau non agrégé</u>, le nombre de bénéficiaires directs (c'est-à-dire les personnes qui ont activement pris part aux mesures d'adaptation décrites ci-dessus) doit être ventilé par sexe (hommes et femmes). Étant donné que l'objectif de l'ASAP1 est de compter au moins 50% de femmes parmi ses bénéficiaires, la ventilation des données par sexe constitue un outil important pour l'évaluation des résultats.</p> <p><b>Exemples:</b> Ces mesures incluent notamment le perfectionnement de l'analyse des risques et des vulnérabilités liés aux changements climatiques; la présentation, aux bénéficiaires, de technologies innovantes permettant de faire face aux nouveaux risques, et la formation des bénéficiaires en vue de l'adoption de ces technologies; ou la mise en place de stratégies officielles de transposition à plus grande échelle des pratiques durables d'agriculture et de gestion des terres et des eaux (comme l'agroforesterie, l'agriculture de conservation, la gestion durable des parcours, la gestion des bassins hydrographiques, la lutte contre l'érosion, la collecte de l'eau ou la conception de systèmes d'irrigation économes).</p>



<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<p><b>Nombre de ménages</b></p> <p><b>Nombre de membres de ménages</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> </ul>

## ASAP2

ASAP2	Terres exploitées selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur mesure la superficie des terres qui ont pu être exploitées selon des méthodes plus durables favorisant la résilience face aux changements climatiques grâce aux fonds investis au titre de l'ASAP au cours de la période couverte dans le rapport. Les terres gérées selon des pratiques qui tiennent compte des risques et de l'impact négatif liés aux changements climatiques ayant été préalablement recensés (tels que l'érosion, la salinisation, la dégradation des sols, les inondations, les épisodes de sécheresse, les infestations, la dénudation) seront intégrées au comptage.</p> <p>Certaines pratiques visées par cet indicateur (agroforesterie, gestion durable du bétail, par exemple) peuvent en outre présenter des avantages connexes sur le plan de l'atténuation et, par conséquent, être prises en compte dans l'analyse de l'impact des projets sur les émissions de gaz à effet de serre. Si cela est pleinement autorisé, il convient toutefois de noter que le grand principe sur lequel repose le calcul de la superficie au titre de cet indicateur demeure la résilience face aux changements climatiques plutôt que les avantages en matière d'atténuation. L'un ne sous-entend pas automatiquement l'autre.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> Cet indicateur est exprimé en hectares. Les autres unités de mesure (feddan, acres ou dunum) doivent être converties en hectares.</p> <p><b>Exemples:</b> Dans la mesure où l'incidence des pratiques ci-après sur les risques et l'impact négatif spécifiques liés aux changements climatiques a été clairement établie, on peut prendre en compte, sous cet indicateur, les terres exploitées selon ces pratiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pratiques intégrées de gestion des ressources naturelles (par exemple, aménagement des bassins versants, lutte contre les incendies de forêt, ou gestion des forêts et des zones côtières);</li> <li>- gestion de la diversité des espèces cultivées (par exemple, terres sur lesquelles ont été introduites des variétés résistantes à la chaleur, aux inondations, aux organismes nuisibles et à la sécheresse, et des variétés tolérantes au sel, en vue d'assurer une meilleure adaptation à l'évolution des conditions climatiques; terres sur lesquelles de nouvelles cultures ont été introduites en vue de diversifier les moyens d'existence et de préserver les services écosystémiques; terres sur lesquelles des espèces non indigènes ont été éliminées, et des espèces indigènes, réintroduites);</li> <li>- application de meilleures pratiques pour la gestion des sols et la lutte contre l'érosion dans des zones où les changements climatiques favorisent l'érosion (par exemple, travail limité ou non-travail du sol, utilisation des résidus de récolte, cultures intercalaires, bandes d'arrêt, gestion intégrée des nutriments ou fixation des dunes);</li> <li>- gestion durable des systèmes d'élevage (par exemple, restauration des terres de parcours, pâturages tournants, gestion des effluents d'élevage, sylvopastoralisme);</li> <li>- pratiques d'agroforesterie (par exemple, protection des bassins hydrographiques, stabilisation des pentes, cultures entre bandes boisées, plantation en bandes, haies limitrophes, et mise en place de brise-vent et de bandes boisées);</li> <li>- application de meilleures pratiques pour la gestion des ressources en eau pour mieux faire face aux pénuries d'eau engendrées par les changements climatiques (par exemple, terres dotées de systèmes de protection des sources, systèmes de conservation de l'eau, restructuration des réseaux d'irrigation, systèmes d'irrigation plus efficaces, etc.);</li> <li>- diversification des systèmes agricoles employés pour l'exploitation des terres en vue de consolider les moyens d'existence face aux changements climatiques (par exemple, polyculture, systèmes mixtes associant culture et aquaculture et variétés de contre-saison à haute valeur commerciale);</li> <li>- zones tampons écologiques aménagées ou gérées de manière à réduire l'impact négatif des aléas climatiques (par exemple, ceinture verte de mangrove, zone de rétention des inondations, système de protection contre les tempêtes, zone de reconstitution des eaux souterraines ou brise-vent);</li> <li>- aménagement ou gestion de zones protégées et de couloirs de biodiversité pour rétablir la diversité biologique et les services écosystémiques des paysages en péril.</li> </ul>

	<p><b>Affinement de la mesure:</b> La première étape clé à franchir pour calculer cet indicateur est de connaître l'emplacement géographique et la superficie des terres visées par l'investissement mobilisé au titre de l'ASAP. L'utilisation d'outils complémentaires comme les systèmes de télédétection, les systèmes d'information géographique et d'autres études de cartographie spécialisées est un excellent moyen d'étoffer les conclusions sur les bénéfices à long terme procurés par les interventions relevant de l'ASAP. Cette analyse permettrait d'assurer le suivi de différents indices ou variables qui évaluent la santé de l'écosystème. Le suivi par système d'information géographique a été mis à l'essai dans un grand nombre de projets de l'ASAP, une initiative qui sera étendue à d'autres projets du portefeuille du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+). Les équipes de projet intéressées peuvent contacter l'équipe de l'ASAP au siège pour obtenir un supplément d'informations et solliciter un appui.</p>
<p><b>Source et méthode de collecte des données</b></p>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
<p><i>Ventilation obligatoire</i></p>	<p><b>Nombre d'hectares</b></p>

## ASAP3

ASAP3	Installations de production et de transformation disposant d'un meilleur accès à l'eau et témoignant d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur correspond au nombre d'installations de production agricole ou de transformation financées par un investissement mobilisé au titre de l'ASAP au cours de la période considérée et destiné à améliorer l'accès à l'eau douce pour satisfaire les besoins de consommation d'eau agricole des agriculteurs, sur fond d'incertitude et de variabilité climatiques. Il peut s'agir d'installations dotées d'un meilleur accès à de <i>nouvelles</i> sources d'eau ou d'une meilleure gestion des ressources en eau <i>existantes</i> pour faire face à des chocs et à des contraintes climatiques spécifiques.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> Cet indicateur mesure le nombre d'installations de production agricole ou de transformation bénéficiant de l'aide, et n'est pas ventilé. Toutefois, il conviendrait de préciser, dans l'annexe consacrée à l'ASAP, les types d'installations de production et de transformation qui ont bénéficié d'une augmentation de la disponibilité en eau et témoignent d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau, de fournir des données estimatives sur le nombre de personnes qui tirent parti de l'installation (par exemple, 30 usagers de pâturages par puits) et de détailler de quelle manière ces bénéfices ont été obtenus (en indiquant les interventions qui ont été menées et les résultats qu'elles ont produits). Si les données sur le nombre de <i>personnes</i> ou de <i>ménages</i> qui ont tiré parti des améliorations de l'accès à l'eau de ces installations sont disponibles, elles doivent être communiquées au titre de l'ASAP4.</p> <p><b>Exemples:</b> Les installations de production agricole ou de transformation sont notamment les abattoirs, les unités de transformation du manioc, les puits, les centres de collecte du lait, les installations de distillation d'huiles, les moulins à riz, les unités de stockage du poisson, entre autres.</p> <p>Les chocs et les contraintes dus aux changements climatiques qui font pression sur les ressources en eau, au titre desquels ces installations bénéficient d'un appui spécifique pour y remédier, sont notamment l'augmentation de la salinité des eaux souterraines, la diminution de l'évaporation de l'eau du sol, les épisodes prolongés de sécheresse, la submersion des puits ou des points d'eau, l'envasement de retenues d'eau et des réservoirs, l'irrégularité des précipitations et l'intrusion saline dans les réservoirs d'eau douce.</p> <p>Les interventions visant à améliorer l'accès à l'eau face aux changements climatiques comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'amélioration de la disponibilité en eau en optimisant la collecte et le stockage des eaux (par exemple, collecte des eaux de pluie, captage du brouillard, recharge des nappes phréatiques, gestion des citernes et des réservoirs communaux, aménagement de puits sur les terres pastorales et de trous de forage multifonctionnels)</li> <li>- la restauration des sources d'eau dégradées (par exemple, par la remise en état des puits, des aquifères et des réservoirs, la protection des sources, l'optimisation des réseaux de drainage ou la gestion des effluents)</li> <li>- l'amélioration de l'efficacité des systèmes d'irrigation de manière à accroître la disponibilité en eau pendant les périodes sèches (par exemple, par l'irrigation au goutte-à-goutte, l'irrigation par aspersion, les structures creusées sur les lits des rivières, la collecte des eaux de ruissellement, la gestion des barrages de retenue)</li> <li>- les mesures de conservation et de préservation de l'eau (par exemple, par la sensibilisation et l'éducation du public, l'optimisation de la gestion des réservoirs, la gestion de la pression, la surveillance de la consommation, l'entretien préventif, la limitation des pertes au minimum, une tarification avantageuse ou la lutte contre la pollution).</li> </ul>

<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<b>Nombre d'installations</b>

## ASAP4

ASAP4	Ménages disposant d'un meilleur accès à l'eau ou témoignant d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur correspond au nombre de ménages ayant un meilleur accès à l'eau douce pour satisfaire leurs besoins en eau, sur fond de variabilité et d'incertitude climatiques accrues. L'ASAP3 peut couvrir les ménages dotés d'un meilleur accès à de <i>nouvelles</i> sources d'eau ou d'une meilleure gestion des ressources en eau <i>existantes</i> pour faire face à des chocs et des contraintes climatiques spécifiques.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> <u>Au niveau agrégé</u>, cet indicateur est calculé à partir du nombre total de membres du ménage bénéficiaires. Cet indicateur n'est pas ventilé au niveau individuel, car l'on prend pour hypothèse qu'un meilleur accès à l'eau profite à tous les membres du ménage.</p> <p><b>Exemples:</b> Les chocs et les contraintes dus aux changements climatiques qui font pression sur les ressources en eau, au titre desquels les ménages bénéficient d'un appui spécifique pour y remédier, sont notamment l'augmentation de la salinité des eaux souterraines, la diminution de l'évaporation de l'eau du sol, les épisodes prolongés de sécheresse, la submersion des puits ou des points d'eau, l'envasement de retenues d'eau et des réservoirs, l'irrégularité des précipitations et l'intrusion saline dans les réservoirs d'eau douce.</p> <p>Les interventions visant à améliorer l'accès à l'eau face aux changements climatiques comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'amélioration de la disponibilité en eau en optimisant la collecte et le stockage des eaux (par exemple, collecte des eaux de pluie, captage du brouillard, recharge des nappes phréatiques, gestion des citernes et des réservoirs communaux);</li> <li>- la restauration des sources d'eau dégradées (par exemple, par la remise en état des puits, des aquifères et des réservoirs, la protection des sources, l'optimisation des réseaux de drainage ou la gestion des effluents);</li> <li>- l'amélioration de l'efficacité des systèmes d'irrigation de manière à accroître la disponibilité en eau pendant les périodes sèches (par exemple, par la création de puits de forage, l'irrigation au goutte-à-goutte, l'irrigation par aspersion, les structures creusées sur les lits des rivières, la collecte des eaux de ruissellement, la gestion des barrages de retenue);</li> <li>- les mesures de conservation et de préservation de l'eau (par exemple, par la sensibilisation et l'éducation du public, l'optimisation de la gestion des réservoirs, la gestion de la pression, la surveillance de la consommation, l'entretien préventif, la limitation des pertes au minimum, une tarification avantageuse ou la lutte contre la pollution).</li> </ul>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
Ventilation obligatoire	<p><b>Nombre de ménages</b></p> <p><b>Nombre de membres des ménages</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hommes</li> <li>- Femmes</li> </ul>

## ASAP5

ASAP5	Personnes ayant participé à des activités de gestion des ressources naturelles et des risques climatiques
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur se rapporte aux activités de projets qui permettent de favoriser l'acquisition ou d'assurer le renforcement des aptitudes humaines de gestion des risques climatiques à court et long terme et de réduction des pertes dues à des catastrophes d'origine climatique. L'indicateur mesure le nombre de personnes qui ont les moyens de mener ou de se consacrer à des activités de gestion des risques climatiques ou à des mesures de réduction des risques de catastrophe, ou à des activités de diversification des revenus pour se prémunir contre la perte de leurs moyens d'existence face aux changements climatiques.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> <u>Au niveau agrégé</u>, cet indicateur mesure le nombre de personnes (individus) ayant bénéficié d'un investissement mobilisé au titre de l'ASAP visant à financer leur participation active à la gestion des risques climatiques et des vulnérabilités de leurs systèmes agricoles et des ressources naturelles.</p> <p><u>Au niveau non agrégé</u>, il conviendrait de ventiler les données par sexe (homme et femme). La ventilation des données par sexe constitue un outil important pour l'évaluation des résultats de l'ASAP et permet de s'assurer que les interventions touchent, comme il se doit, tout autant les femmes que les hommes.</p> <p>Les personnes qui ont été invitées à prendre part aux formations, mais qui n'y ont pas participé ne doivent pas être comptées.</p> <p><b>Exemples:</b> Parmi les exemples d'activités qui peuvent être couvertes par cet indicateur figurent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La participation des bénéficiaires et l'amélioration de l'accès à l'information et aux consultations axées sur les risques liés aux changements climatiques (inondations, sécheresse, tempêtes, glissements de terrain, feux de forêt, infestations de ravageurs, maladies liées à l'eau et maladies à transmission vectorielle, érosion des sols, hausse de la salinité, élévation du niveau de la mer). Grâce à cette participation, ces personnes pourraient être mieux à même de prendre des décisions plus judicieuses et axées sur la résilience, qui peuvent protéger leurs moyens d'existence des pertes et des dommages susceptibles d'être provoqués par des phénomènes liés aux changements climatiques. Par exemple, si, dans le cadre d'un projet, des processus participatifs sont instaurés en vue de recenser les zones vulnérables à la sécheresse et de définir les mesures d'adaptation aux changements climatiques prioritaires, le nombre de personnes mobilisées et participant activement à ce processus pourra être pris en compte au titre de cet indicateur.</li> <li>- La participation des individus aux activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles ou de réduction des risques de catastrophe peut se décliner sous plusieurs formes, notamment par l'éducation (stages dans les fermes-écoles, formations à la vulgarisation, études universitaires), la cartographie participative ou la planification communautaire de la gestion des ressources naturelles, et l'accès aux services numériques d'information climatologique.</li> <li>- Le nombre de bénéficiaires qui adoptent des techniques favorisant la résilience (par exemple, semences améliorées, systèmes de pompage solaire, pratiques agroécologiques), telles que la diversification des systèmes agricoles (par exemple, l'introduction de cultures à forte valeur commerciale en contre-saison) ou l'élargissement des moyens d'existence (par exemple, artisanat, réparation de bateaux, collecte et commercialisation de produits forestiers non ligneux).</li> </ul>

<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<p><b>Nombre total d'individus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Femmes</li> <li>- Hommes</li> </ul>



## ASAP6

ASAP6	Groupes locaux ayant participé à des activités de gestion des ressources naturelles et des risques climatiques
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur se rapporte aux activités de projets visant à créer des organisations structurées (groupes communautaires) disposant d'un capital social et d'un capital humain, le but étant d'assurer la gestion des risques climatiques à court et à long terme, et de réduire les pertes découlant des catastrophes d'origine climatique, en particulier par la gestion des ressources naturelles menée dans une logique de durabilité.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> <u>Au niveau agrégé</u>, cet indicateur quantifie le nombre de groupes appuyés dans le cadre du projet en vue de dynamiser la participation aux initiatives de gestion du climat et des risques. Si cet indicateur n'est pas ventilé par type de groupe, il conviendrait tout de même de préciser, dans l'annexe consacrée à l'ASAP, les types de groupes qui ont pris part au projet.</p> <p>En outre, <u>au niveau non agrégé</u>, l'indicateur mesure le nombre de membres des groupes soutenus, une donnée qu'il conviendrait de ventiler par sexe (homme et femme). Cette ventilation est importante en ce que les effectifs peuvent varier considérablement d'un groupe à un autre. La connaissance du nombre de bénéficiaires touchés constitue par ailleurs un complément important à l'indicateur au niveau agrégé.</p> <p><b>Exemples:</b> Les types de groupes communautaires couverts par cet indicateur sont, entre autres: les associations d'usagers de l'eau, les groupes d'utilisateurs de la forêt, les unions d'usagers des pâturages, les comités des bassins versants, les conseils de village, les coopératives agricoles, les équipes chargées des interventions en cas de catastrophe, les réseaux de systèmes d'alerte rapide, et les équipes de recherche et de sauvetage.</p> <p>Voici quelques exemples des types d'activités auxquelles ces groupes sont susceptibles de prendre part:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- groupes ayant reçu une formation dans le cadre du projet ASAP ou participant à l'évaluation des risques et des vulnérabilités liés au climat auxquels sont exposés les actifs agricoles (comme les infrastructures résistantes face aux aléas climatiques) et les ressources naturelles dans la zone cible;</li> <li>- groupes ayant bénéficié d'un meilleur accès aux systèmes d'information afin qu'ils puissent évaluer les risques liés au climat (par exemple, inondations, épisodes de sécheresse, tempêtes, glissements de terrain, feux de forêt, infestations de ravageurs, maladies liées à l'eau et maladies à transmission vectorielle, érosion des sols, hausse de la salinité, élévation du niveau de la mer), et qui sont donc mieux à même de prendre des décisions en matière de gestion préventive de la production agricole.</li> </ul> <p>La participation des groupes aux activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles ou de réduction des risques de catastrophe peut se décliner sous plusieurs formes, notamment par l'éducation (stages dans les fermes-écoles, formations à la vulgarisation, études universitaires), la cartographie participative ou la planification communautaire de la gestion des ressources naturelles (gestion collective de la biomasse des terres fraîchement restaurées, utilisation durable des produits forestiers non ligneux, par exemple).</p>

<b>Source et méthode de collecte des données</b>	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
<i>Ventilation obligatoire</i>	<p><b>Groupes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Membres de groupes – total</li> <li>- Membres de groupes – femmes</li> <li>- Membres de groupes – hommes</li> </ul>

## ASAP7

ASAP7	Infrastructures rurales nouvelles ou existantes protégées contre les phénomènes climatiques (en milliers d'USD/km)
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur correspond aux aménagements réalisés dans les infrastructures rurales, nouvelles ou existantes, qui ont été protégées et prémunies contre les effets des changements climatiques par des mesures spécifiques de réduction des risques. Il distingue les routes rurales des autres types d'infrastructures rurales.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> Cet indicateur comporte deux unités distinctes qui ne sont pas agrégées. Les routes rurales protégées contre les aléas climatiques sont mesurées selon leur longueur (kilomètres). Toutes les autres infrastructures rurales qui ont été protégées contre les aléas climatiques sont évaluées selon leur valeur (en milliers d'USD). Il convient de noter que la valeur à déclarer se rapporte à la valeur totale de l'infrastructure protégée contre les phénomènes climatiques, et <i>non</i> au coût des travaux entrepris pour protéger l'infrastructure<sup>27</sup>.</p> <p><b>Exemples:</b> Parmi les exemples de mesures qui peuvent être couvertes par cet indicateur figurent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'analyse de l'exposition et de la sensibilité des infrastructures existantes ou nouvelles (par exemple, réseaux d'irrigation, systèmes d'approvisionnement en eau, installations de transformation, installations de stockage, routes, installations de commercialisation, réseaux d'approvisionnement en énergie, systèmes de transport de l'énergie, systèmes de communication, écoles et hôpitaux) aux aléas hydrométéorologiques afin d'intégrer de nouvelles mesures et de prendre en compte les codes de construction lors de la conception, de la construction, de l'exploitation et de la gestion des infrastructures;</li> <li>- les investissements visant à améliorer la solidité des infrastructures et à réduire les pertes en vies humaines, les dégâts matériels et les temps d'arrêt des services essentiels (par exemple, consolidation du revêtement des chaussées, modernisation des systèmes de stockage, augmentation de la capacité des systèmes de drainage, mise à disposition d'abris de secours);</li> <li>- les investissements visant à assurer la protection des terres agricoles, des infrastructures de production et des collectivités (par exemple, par la stabilisation des talus, la stabilisation des berges, l'exploitation des rivières, la création de murs de retenue ou de digues, la conduite de travaux de génie côtier, le drainage artificiel des lacs de glacier).</li> </ul>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
Ventilation obligatoire	<p><b>Km</b> et/ou <b>Milliers d'USD</b></p>

<sup>27</sup> Si l'investissement est destiné à protéger un bâtiment existant contre les aléas climatiques et que la valeur totale de ce bâtiment est inconnue, il convient de communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège pour obtenir des instructions détaillées sur la marche à suivre pour estimer les coûts au plus juste.

## ASAP8

ASAP8	Concertations nationales et internationales sur le climat ayant bénéficié d'un appui
Définition	<p><b>Objet de la mesure:</b> Cet indicateur correspond à la contribution des projets bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP à la diffusion des savoirs sur les questions climatiques via des plateformes de concertation nationales et internationales sur les politiques relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, aux changements climatiques et à la gestion des risques de catastrophe.</p> <p><b>Unité de mesure:</b> Cet indicateur est mesuré en nombre de concertations organisées ou financées par des projets de l'ASAP, ou ayant bénéficié de la contribution active de ces derniers; il n'est pas ventilé. Toutefois, il conviendrait de préciser, dans l'annexe consacrée à l'ASAP, si la concertation a été menée à l'échelle nationale ou internationale (c'est-à-dire si elle a mobilisé plusieurs pays), et de présenter une description détaillée des caractéristiques des concertations qui ont été intégrées au rapport (comprenant, par exemple, le nombre de participants, les domaines d'action thématiques abordés, la contribution de l'ASAP et les résultats de la concertation).</p> <p><b>Exemples:</b> Cet indicateur permet de déterminer si un projet a été l'occasion d'une collaboration avec des institutions partenaires et d'autres parties prenantes (au niveau national ou international), et dans quelle mesure il a influé sur les politiques qui déterminent les perspectives d'un grand nombre de ruraux en matière de renforcement de la résilience face aux risques climatiques. Parmi les exemples de concertations qui peuvent être couvertes par cet indicateur figurent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- participation aux processus nationaux de planification liés au climat, tels que le processus des plans nationaux d'adaptation, l'ajustement ou la mobilisation des contributions déterminées au niveau national, ainsi qu'à d'autres politiques ou stratégies nationales sur les changements climatiques, ou plans d'action nationaux pour l'environnement;</li> <li>- coopération visant à intégrer les considérations climatiques dans les politiques et stratégies sectorielles (agriculture, sylviculture, gestion des eaux, gestion des zones côtières, développement rural, sécurité alimentaire et nutritionnelle, inclusion sociale ou infrastructures);</li> <li>- participation aux forums internationaux sur le climat, comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ainsi qu'aux initiatives de coopération Sud-Sud (c'est-à-dire des visites d'échange avec les acteurs des projets entre différents pays, les itinéraires d'apprentissages, etc.);</li> <li>- création d'occasions de coopération transfrontalière impliquant les projets et portant sur la gestion des risques climatiques (par exemple, gestion des bassins versants transfrontière, diffusion d'alertes rapides à l'échelle internationale);</li> <li>- élargissement de l'éventail des solutions utilisées par les entités du secteur public pour évaluer les risques agricoles (par exemple, modélisation de scénarios climatiques, évaluation économique des effets des changements climatiques, études de faisabilité pour le financement contre les risques et le transfert du risque).</li> </ul>
Source et méthode de collecte des données	<p>Les données sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet et enregistrées dans le système de suivi-évaluation du projet. Elles sont également saisies dans le SGRO au moins une fois par an.</p> <p>Les informations sont collectées par le personnel chargé du suivi-évaluation du projet, avec l'appui, si nécessaire, de coordonnateurs spécialistes des domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre des missions de supervision.</p> <p>Compte tenu des exigences précises en matière de communication de l'information aux donateurs à l'ASAP, à compter de 2021, tous les rapports de supervision des projets (rapport sur l'état d'avancement du projet, examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet) doivent inclure une annexe consacrée à l'ASAP qui sera enrichie d'informations qualitatives portant sur les activités prévues au titre de l'ASAP, informations qui viendront en complément des données quantitatives. Veuillez communiquer avec l'équipe de l'ASAP au siège si vous souhaitez obtenir le plan d'ensemble annoté ou de plus amples renseignements.</p>
Ventilation obligatoire	<b>Nombre de concertations</b>

## ASAP9

ASAP9	Nombre de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (éq. CO <sub>2</sub> ) évitées ou de carbone fixé
Définition	<p>Cet indicateur montre si le projet a le potentiel (ou a réussi) d'éviter les émissions de gaz à effet de serre ou de fixer le carbone grâce à l'introduction et à l'adoption de technologies et de pratiques d'atténuation.</p> <p>En tant qu'indicateur d'effet, il n'est pas mesuré annuellement, mais trois fois au cours du cycle de vie des projets: à la conception (ex ante), à mi-parcours (partiellement ex post) et à la fin (ex post). Les résultats sont mis à jour à partir de la projection la plus récente. Chaque projection couvre un horizon temporel de 20 ans (qui commence au démarrage du projet, comme décrit ci-après) et est peu à peu affinée à partir des activités réellement réalisées.</p>
Source et méthode de collecte des données	<p>Cet indicateur sera mesuré au moyen d'outils internationalement reconnus de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre comme l'outil d'évaluation préalable du bilan carbone (<i>Ex-Ante Carbon-balance Tool</i> – EX-ACT) de la FAO. La division ECG du FIDA fournira un appui technique pour effectuer cette mesure.</p>
Ventilation obligatoire	<p>Au <u>niveau agrégé</u>, l'indicateur mesure le total des GES dont l'émission a été évitée ou de carbone fixé (exprimé en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone) sur un horizon temporel de 20 ans (<b>tonnes éq. CO<sub>2</sub>/20 ans</b>), et couvre ainsi tout le cycle de vie du projet. Cet horizon temporel de 20 ans couvre la phase d'exécution du projet (qui dure généralement de 6 à 8 ans), pendant laquelle les activités du projet sont menées, mais aussi la «phase de capitalisation» des acquis (d'une durée habituelle de 12 à 14 ans, qui sera ajustée en fonction de la durée du projet pour obtenir une projection à 20 ans), pendant laquelle on peut encore constater l'impact des activités menées au titre du projet, par exemple sur la teneur du sol en carbone ou la biomasse.</p> <p><u>Ventilation obligatoire:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie en hectares</li> <li>- Tonnes éq. CO<sub>2</sub>/ha</li> <li>- Tonnes éq. CO<sub>2</sub>/20 ans</li> <li>- Éq. CO<sub>2</sub>/ha/an</li> </ul>